

**REPUBLIQUE GABONAISE**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA PROSPECTIVE**

**DIRECTION GENERALE DE LA DETTE**

**EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE  
A MOYEN ET LONG TERME EN 2013**

**JUILLET 2014**

## AVANT - PROPOS

Le rapport d'exécution de la dette publique à moyen et long terme en 2013 est la troisième édition du genre après la première parution en 2012. La régularité de la production de ce document traduit l'appropriation par la Direction Générale de la Dette (DGD), créée en 2010, de cet exercice. Elle met également en exergue les efforts entrepris par la DGD, en termes d'effectifs, d'organisation de ses services et d'actualisation du cadre juridique et institutionnel de ses activités, pour l'accomplissement de ses missions de centralisation, de production et de diffusion des données de la dette publique.

Etant donné qu'aucune réforme juridique et institutionnelle majeure concernant le cadre de gestion de la dette publique n'a été adoptée en 2013, le présent rapport contrairement aux précédents, ne contient pas de développement dédié à ce point. Néanmoins, certains textes relatifs à la gestion de la dette publique sont actuellement en cours d'examen.

Par ailleurs, en vue de s'arrimer davantage aux standards internationaux édictés par le Fonds Monétaire International et repris dans les dispositions réglementaires de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale, le rapport 2013, contrairement aux précédentes éditions, intègre les métadonnées décrivant notamment le champ d'application, les classifications, la périodicité et le degré de couverture des données publiées. Cette initiative permet une meilleure compréhension des informations présentées et l'établissement des comparaisons à l'échelle internationale.

Le présent rapport est mis à la disposition des différentes administrations sous la forme d'un support physique, mais est également diffusé à partir de cette année sur le site internet de la Direction Générale de la Dette pour un accès à un plus large public.

La Direction Générale de la Dette espère ainsi susciter de l'intérêt pour les problématiques relatives à la gestion de la dette gabonaise, notamment la multiplication des travaux de recherches en milieu universitaire. Elle reste, pour ce cas précis, disposée à apporter sa contribution multiforme aux étudiants et chercheurs.

## **AVERTISSEMENT**

La nécessité de disposer d'informations complètes, comparables et fiables pour la bonne compréhension du lecteur et les besoins de comparaisons à l'échelle internationale exigent de préciser le champ d'application, la classification, la périodicité et les sources des données de la dette gabonaise présentées dans ce rapport. De même, la définition de quelques termes est utile à la clarification des analyses proposées.

### ***CHAMPS D'APPLICATION***

Les données de la dette publique présentées couvrent la dette de l'Administration Centrale ainsi que celle garantie par le Gouvernement dont la maturité originelle est d'au moins une année.

La dette intérieure comprend l'ensemble des engagements conventionnés et les emprunts domestiques gérés par la Direction Générale de Dette.

### ***CLASSIFICATION***

Les données sont présentées par source de dette, déclinée en type de dette.

La dette extérieure désigne les engagements contractés auprès des créanciers non résidents. Elle est composée de quatre (4) grands types de dette à savoir la bilatérale, la multilatérale, la commerciale et celle envers le marché financier international.

La dette intérieure concerne les engagements contractés auprès des créanciers résidents. Elle comprend quatre (4) grands types de dette, la bancaire, la moratoire, la diverse et le marché financier régional.

*Chaque type de dette est présenté dans la rubrique « définition des termes ».*

### ***PERIODICITE***

La production du rapport de la dette publique à moyen et long terme est faite chaque année. Les données portant sur les flux (service, tirages/décaissements) couvrent les opérations du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Les données sur l'encours sont arrêtées au 31 décembre.

### ***SOURCES***

Les données agrégées sur la dette publique présentées dans ce rapport proviennent de la base de données SYGADE utilisée par la Direction Générale de la Dette. Le SYGADE est le logiciel de gestion de la dette publique utilisé par la DGD. Les données sont saisies par les services dédiés sur la base de documents administratifs officiels ou légaux disponibles à la DGD, sous forme de contrats et de communications des bailleurs. Les données macroéconomiques nécessaires pour le calcul des indicateurs d'analyse de la

dette publique ont été obtenues auprès des services du Ministère de l'Economie et de la Prospective.

Les taux d'intérêts fixes sont déterminés par les accords et les conventions. Le taux de référence de chaque taux d'intérêt variable est obtenu sur les sites officiels du Fonds Monétaire International, de la Réserve Fédérale américaine, de la Banque de Centrale Européenne et de la Société Générale. Pour ce qui est des BTA, les taux d'escompte varient selon les offres faites par les souscripteurs sur le marché. Ces taux sont disponibles sur le site de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

Les taux de change sont tirés des sites officiels des organismes mentionnés ci-dessus.

Les opérations de flux (service, tirages/décaissements) se rapportant à chaque année sont évaluées aux taux d'intérêt et de change en vigueur le jour de la transaction. Les opérations de stock et les projections du service de l'encours sont évaluées aux taux d'intérêt et de change au 31 décembre de l'année d'exercice.

Le terme maturité ou maturité restante renvoie à la durée de remboursement restante pour un prêt, c'est-à-dire le temps restant à courir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 à la date du dernier paiement de capital.

## ***DEFINITIONS DES TERMES***

### *DETTE BILATÉRALE*

La dette bilatérale est la dette contractée auprès des gouvernements ou leurs agences, des institutions publiques autonomes et des organismes publics de crédit à l'exportation.

### *DETTE MULTILATÉRALE*

La dette multilatérale comprend les emprunts envers le Groupe de la Banque Mondiale, les banques régionales de développement et les autres agences intergouvernementales et multilatérales.

### *DETTE COMMERCIALE*

Il s'agit de la dette envers les banques et autres institutions financières privées, les industriels, les exportateurs et autres fournisseurs de biens non résidents accordée sous forme de crédits acheteurs ou de crédits fournisseurs bénéficiant ou non d'une garantie à l'exportation.

### *DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER INTERNATIONAL*

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés ou publics porteurs des obligations émises sur les marchés financiers étrangers.

#### *DETTE BANCAIRE*

La dette bancaire comprend l'ensemble des engagements envers les banques et autres institutions financières privées locales sous forme de facilités ou de crédits consentis à l'Etat et de rachat de créances détenues sur l'Etat.

#### *DETTE MORATOIRE*

Elle comprend l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés de l'Administration envers ses fournisseurs de services et prestataires de travaux.

#### *DETTE DIVERSE*

Il s'agit de l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés des entités publiques disposant de l'autonomie de gestion financière reprises par l'Etat.

#### *DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER REGIONAL*

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés ou publics porteurs de bons et d'obligations émises sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC et sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC).

#### *DÉCAISSEMENT OU TIRAGE*

Les décaissements sont constitués des fonds mis à disposition par le créancier en application d'un accord de prêt. Les termes « décaissement », « tirage » et « versement » peuvent être utilisés indifféremment.

#### *ENCOURS DE LA DETTE*

Il s'agit du montant des emprunts qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé, à une date donnée. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les paiements de principal.

#### *SERVICE DE LA DETTE*

Il comprend tous les paiements de principal, d'intérêts, de commissions et autres charges effectués au cours d'une année au titre du remboursement d'un prêt ou d'un titre de créance.

#### *EUROBONDS*

Un Eurobond ou une euro-obligation est une obligation libellée dans une monnaie différente de celle du pays de l'émetteur.

## SOMMAIRE

AVANT - PROPOS.....	2
AVERTISSEMENT .....	3
SOMMAIRE.....	6
INTRODUCTION .....	7
1. BILAN DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2008 A 2012.....	9
1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs de 2008 à 2012 .....	9
1.2. Evolution des décaissements sur financements extérieurs de 2008 à 2012 .....	12
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2008 à 2012 .....	14
1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2008 à 2012.....	16
1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2008 à 2012.....	19
2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2013 .....	21
2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2013 .....	21
2.2. Conditions d'emprunt en 2013 .....	27
2.3 Indicateurs d'endettement public en 2013 .....	32
3 SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2013.....	34
3.1. Service de la dette publique extérieure en 2013 .....	35
3.2. Service de la dette publique intérieure en 2013.....	37
4 ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2013.....	39
4.1 Encours de la dette publique par sources de dette à fin 2013 .....	39
4.2 Encours de la dette publique par affectations à fin 2013 .....	41
4.3 Encours de la dette publique par monnaies, maturités et taux d'intérêt à fin 2013. ....	44
CONCLUSION .....	49
ANALYSE THEMATIQUE : EMPRUNT OBLIGATAIRE DE LA REPUBLIQUE GABONAISE EN 2013 SUR LES MARCHES FINANCIERS INTERNATIONAUX « THE GABONESE REPUBLIC US\$ 1,500,000,000 6.375% AMORTIZING NOTES DUE 2024 ». ..	51
1. Présentation de l'opération .....	52
2. Analyse du livre d'ordres.....	55
ANNEXES .....	60
LISTE DES TABLEAUX .....	72
LISTE DES GRAPHIQUES .....	74
TABLE DES MATIERES.....	75

## INTRODUCTION

Le contexte économique international en 2013 a été marqué par l'affermissement progressif de la reprise de l'activité économique mondiale. La croissance de la production mondiale a ainsi atteint 3,2% à la fin du quatrième trimestre de l'année 2013. Cependant, celle-ci est restée inégalement répartie entre les zones géographiques. En effet, tandis que dans les grands pays émergents ainsi qu'aux États-Unis la croissance a été relativement vigoureuse, dans certains pays de la zone euro, en particulier les États qui étaient caractérisés avant la crise par d'importants déséquilibres, la récession perdure. En Afrique, l'économie a connu une croissance significative de l'ordre de 4,8 % en 2013. Cette croissance de l'activité économique a été soutenue par le commerce avec les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Sur les marchés financiers, en raison du maintien des politiques monétaires accommodantes, le redressement constaté en 2012 s'est consolidé en 2013. Ainsi, les principaux risques qui pesaient sur la stabilité financière internationale ont perdu en intensité, améliorant les conditions de financement des États et des banques. Dans ce contexte, la parité Euro/Dollar s'est établie à 1,328 en amélioration de 4,2 points de base. Le volume des émissions obligataires des pays émergents est resté soutenu en dépit du regain pour les émissions américaines constaté durant les deuxième et troisième trimestres.

Dans ce contexte international et sous régional favorable, la croissance du Gabon est demeurée soutenue avec un taux de 5,6% contre 5,3% en 2012. Cette embellie résulte des performances réalisées dans le secteur hors pétrole, notamment dans les activités des Bâtiments et Travaux Publics (BTP).

En effet, la poursuite de la mise en œuvre du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI) a maintenu un environnement économique national favorable. L'exécution des investissements structurants du SDNI nécessitant la mobilisation de ressources importantes, le Gouvernement, outre ses sources de financements habituelles, a opté pour une présence plus prononcée sur les marchés financiers. L'émission obligataire internationale de 1,5 milliard de Dollar américain réalisée en décembre 2013 s'inscrit dans cette stratégie.

Ainsi, l'encours de la dette est en hausse par rapport à son niveau de 2012. Quant au service de la dette, il a été entièrement honoré. S'agissant de la mise en œuvre de la stratégie d'endettement, elle s'est traduite globalement par la conformité des indicateurs aux prescriptions stratégiques.

Le rapport sur l'exécution de la dette publique à moyen et long terme en 2013 comprend les points ci-après :

1. Bilan de l'exécution de la dette publique de 2008 à 2012 ;
2. Mise en œuvre de la stratégie d'endettement public en 2013 ;
3. Service de la dette publique en 2013 ;

4. Encours de la dette publique à fin 2013 ;
5. Analyse thématique sur l'emprunt obligataire de la République Gabonaise de décembre 2013 « The Gabonese Republic US\$ 1,500,000,000 6.375% Amortizing Notes due 2024 ».

## **1. BILAN DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2008 A 2012**

L'examen du bilan de l'exécution de la dette publique de 2008 à 2012 portera sur les nouveaux emprunts, les décaissements sur financements extérieurs, le service réalisé et l'encours.

### **1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs de 2008 à 2012**

#### **1.1.1. Montant des nouveaux emprunts de 2008 à 2012**

Le montant global des emprunts contractés par le Gabon sur la période allant de 2008 à 2012 s'élève à 1391,3 milliards de francs CFA, soit des engagements moyens annuels de 278,3 milliards de francs CFA.

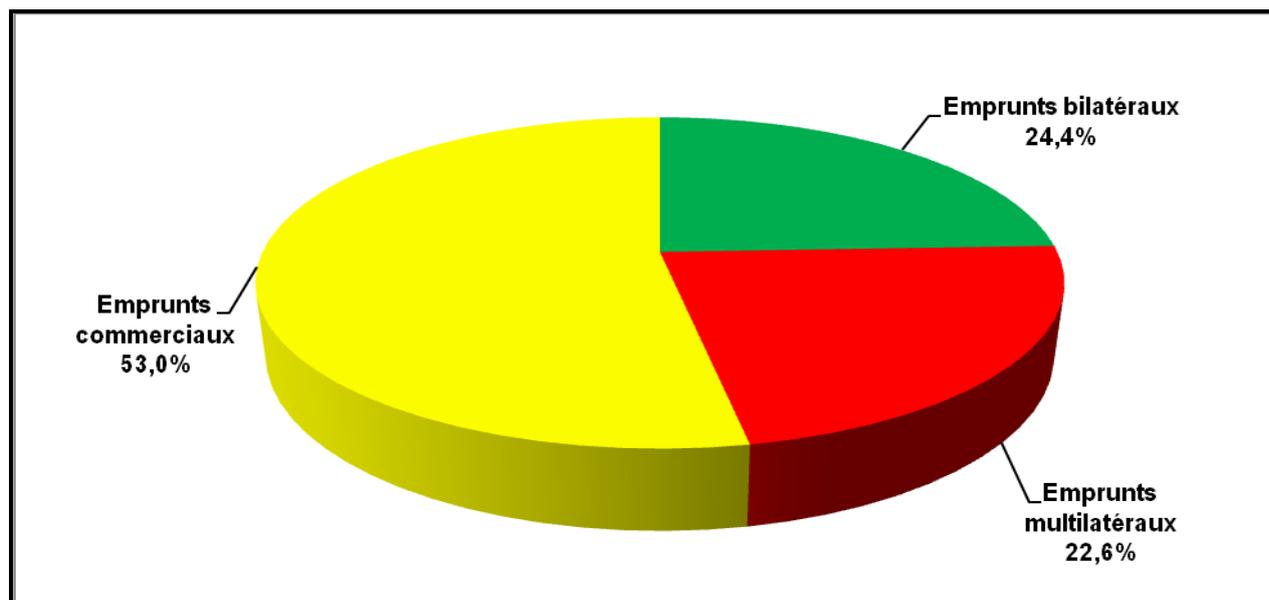
Le portefeuille des nouveaux emprunts se compose de créances commerciales pour un montant de 736,8 milliards de francs CFA, de créances bilatérales pour un montant de 339,4 milliards de francs CFA et de créances multilatérales pour un montant de 315,1 milliards de francs CFA. Aucun nouvel engagement n'a été contracté auprès du marché financier international sur la période.

Comparativement à la période 2007-2011, le montant global des nouveaux engagements conclus, soit 1885,9 milliards de francs CFA, a enregistré une baisse significative de 26,2%. L'absence de nouvelle opération sur le marché obligataire explique en grande partie cette situation, les montants des prêts classiques demeurant relativement stables.

Les engagements envers les créanciers commerciaux renforcent leur prédominance, passant de 38,5% du total des engagements extérieurs sur la période 2007-2011 à 53,0% sur la période sous revue. Les parts des nouvelles créances bilatérales et multilatérales augmentent par rapport à la période précédente, se situant respectivement à 24,4% et 22,6% du total des engagements extérieurs sur la période 2008-2012 contre 19,6% et 18,4% sur la période précédente. Suite à la non émission d'un nouvel emprunt obligataire international, la part des engagements envers le marché financier international qui représentait 23,6% du total des engagements extérieurs sur la période 2007-2011, disparaît totalement du portefeuille sur la période 2008-2012.

Les crédits commerciaux étant rapidement mobilisables et permettant l'accélération de la réalisation des projets, les Pouvoirs Publics tendent à les privilégier. Ainsi, on note une croissance des nouveaux emprunts contractés auprès des créanciers commerciaux sur la période 2008-2012 au détriment des prêts bilatéraux et multilatéraux.

## **GRAPHIQUE N°1 : REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS EXTERIEURS SIGNES DE 2008 A 2012**



Les prêts signés entre 2008 et 2012 représentent en moyenne 3,7% du Produit Intérieur Brut (PIB) contre 5,8% sur la période allant de 2007 à 2011. Le niveau le plus élevé est enregistré en 2008 avec 6,7% du PIB et le plus bas en 2011 avec 2,0% du PIB.

La baisse du niveau moyen des nouveaux emprunts de près de deux (2) points de PIB entre les deux périodes sus-indiquées résulte de la mise en œuvre de la politique d'endettement prudente impulsée par les Autorités depuis l'année 2009.

### **1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2008 à 2012**

Durant la période sous revue, 60 contrats de financement ont été signés par l'Etat. Ces ressources ont été destinées à la réalisation de 27 projets d'équipements et d'infrastructures.

Les secteurs de soutien à la production sont restés les principaux bénéficiaires des nouveaux financements, notamment les secteurs de la route, de l'électricité et de l'eau qui ont concentré 61,4% de ces ressources contre 66,3% pour la période 2007-2011.

Les nouveaux emprunts affectés aux secteurs sociaux de la santé, de l'habitat, de l'éducation et de la formation professionnelle ont enregistré une hausse sensible. Ils ont totalisé 24,8% des nouveaux engagements contre 18,9% pour la période précédente.

Le montant des autres financements qui représente 13,8% du total des nouveaux emprunts sur la période a été essentiellement affecté aux secteurs du BTP, de la défense et sécurité, de la communication et télécommunication et du sport. Cette part enregistre une légère baisse d'un point par rapport à la période précédente.

Les travaux routiers ont bénéficié de nouvelles ressources d'emprunt à hauteur de 479,0 milliards de francs CFA. Ces financements ont notamment été affectés à

l'aménagement du tronçon PK12-Bifoun, aux travaux de la phase II du Programme Routier sur la nationale 2, à la construction de la route Akiéni-Okondja et à la réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane.

L'électricité et l'eau se sont vu attribuer 376,2 milliards de francs CFA des nouveaux engagements. Les principaux projets dans le domaine de l'électricité vers lesquels ces ressources ont été orientées sont la poursuite des travaux de construction de la centrale hydroélectrique Grand Poubara, la sécurisation du réseau de distribution d'électricité à Libreville, le réseau électrique interconnecté du Woleu Ntem et la réalisation de la seconde phase de la centrale électrique d'Alénakiri. Pour ce qui est du secteur de l'eau, les financements ont essentiellement été affectés à l'installation de 14 stations d'eau potable à l'intérieur du pays et à l'amélioration de l'alimentation en eau potable de la ville de Libreville.

Les prêts destinés aux secteurs de la santé, de l'habitat, de l'éducation et de la formation professionnelle se sont chiffrés à 344,6 milliards de francs CFA. Les financements au profit du secteur de la santé concernent la poursuite des travaux de construction des Centres Hospitaliers Universitaires de Libreville et d'Owendo et l'achèvement de l'Institut de Cancérologie d'Angondjé. Les emprunts du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle ont été alloués au renforcement de la qualité des services publics de l'enseignement supérieur et professionnel et à l'équipement technique des centres de formation professionnelle. Concernant le secteur de l'habitat, les nouveaux financements ont été orientés vers l'aménagement des terrains et des voiries sur les sites d'Angondjé, Bikélé et Igoumie.

Le montant des autres financements qui s'élève à 191,5 milliards de francs CFA a été essentiellement affecté aux secteurs du BTP, de la défense et sécurité, de la communication et télécommunication et du sport. Les principaux projets bénéficiaires sont l'installation du réseau de l'administration gabonaise, la construction des centres pénitenciers et la réhabilitation du complexe multisports Omar BONGO ONDIMBA.

### **1.1.3. Termes des nouveaux emprunts de 2008 à 2012**

En moyenne, les nouveaux prêts contractés sur la période 2008-2012 ont une maturité de 12,8 ans et un différé de 3,5 ans relativement stables par rapport à la période précédente où ils se situaient à 12,1 ans et 3,6 ans. Quant au taux d'intérêt moyen, il enregistre une baisse sensible de 80 points de base se situant à 2,3%.

Les emprunts bilatéraux obtenus sur la période présentent une maturité moyenne de 18,3 ans, un délai de grâce moyen de 5,9 ans et un taux d'intérêt moyen de 2,0%. En ce qui concerne les emprunts multilatéraux, la durée de remboursement, le différé d'amortissement et le taux d'intérêt moyens sont respectivement de 17,8 ans, 4,8 ans et 0,8%. Quant aux engagements envers les créanciers commerciaux, ils sont caractérisés par une maturité moyenne de 9,7 ans, un délai de grâce moyen de 2,3 ans et un taux d'intérêt moyen de 2,7%.

Termes	Durée	Différé	Taux
Bilatéraux	18,3	5,9	2,0%
Multilatéraux	17,8	4,8	0,8%
Commerciaux	9,7	2,3	2,7%
Ensemble	12,8	3,5	2,3%

Les emprunts conclus durant la période sous revue sont pour 32,5% à taux d'intérêt fixe et pour 67,5% à taux d'intérêt variable contre respectivement 47% et 53% sur la période 2007-2011. Les accords de financement signés à taux de change fixe de 2008 à 2012 représentent 82,1% du total des nouveaux engagements contre 17,9% pour les emprunts à taux de change flottant. Sur la période précédente, ces derniers représentaient respectivement 67,1% et 32,9%.

La baisse de la part des nouveaux emprunts à taux d'intérêt fixe et la prédominance de ceux à taux de change fixe pour la période 2008-2012 s'expliquent par la non prise en compte de l'emprunt obligataire émis en 2007 à taux d'intérêt fixe et libellé en dollars américains.

## 1.2. Evolution des décaissements sur financements extérieurs de 2008 à 2012

Les tirages sur financements extérieurs (FINEX) se sont élevés à 812,1 milliards de francs CFA sur la période allant de 2008 à 2012. Ces derniers ont fortement baissé par rapport à la période 2007-2011 durant laquelle ils se sont chiffrés à 1120,5 milliards de francs CFA. Cette diminution s'explique essentiellement par l'absence de mobilisation de fonds sur le marché financier international au cours de la période sous revue.

Les décaissements au titre de la dette bilatérale et multilatérale ont représenté 46,9% du montant global mobilisé sur la période. Les tirages relatifs à la dette commerciale ont atteint 53,1%.

	2008	2009	2010	2011	2012
Emprunts Bilatéraux	19,9	53,4	73,4	44,1	58,0
Emprunts Multilatéraux	1,9	4,1	18,7	52,2	55,3
Emprunts Commerciaux	32,6	42,2	131,2	153,5	71,6
Total Décaissements sur Financements Extérieurs	54,4	99,6	223,3	249,8	184,9

### 1.2.1. Les décaissements sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux de 2008 à 2012

Les décaissements sur emprunts bilatéraux et multilatéraux ont atteint 381,0 milliards de francs CFA sur la période, soit en moyenne 76,2 milliards de francs CFA par an. Ils ont augmenté de 38,5% par rapport à la période 2007-2011. Cette situation s'explique par la bonne mobilisation sur la majorité des prêts consentis par les partenaires

français et chinois ainsi que par l'accélération des décaissements effectués auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Les tirages sur emprunts bilatéraux se sont chiffrés à 248,9 milliards de francs CFA sur la période contre 194,7 milliards de francs CFA sur la période 2007-2011. Ainsi, ils ont augmenté de 27,8%. La mobilisation des financements bilatéraux est portée par les emprunts accordés par l'Agence Française de Développement (AFD), notamment sur les projets Construction de l'axe routier Libreville-Owendo, Réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane, Restructuration du réseau d'eau de Libreville et par l'emprunt d'Exim Bank China affecté à la réalisation du projet Grand Poubara.

Les décaissements sur prêts multilatéraux ont atteint 132,1 milliards de francs CFA sur la période contre 80,5 milliards de francs CFA sur la période 2007-2011, soit une hausse de 39,1%. Le niveau de ces tirages sur la période d'étude s'explique essentiellement par la forte progression de la mobilisation des fonds sur le prêt consenti par la BAD pour la réalisation de la première phase du Programme Routier.

### **1.2.2. Les décaissements sur les emprunts commerciaux de 2008 à 2012**

Les tirages sur les emprunts commerciaux au cours de la période 2008-2012 se sont élevés à 431,0 milliards de francs CFA contre 400,3 milliards de francs CFA sur la période précédente, soit une hausse de 7,1%. Les prêts commerciaux ont été mobilisés en moyenne à hauteur de 86,2 milliards de francs CFA par an sur la période sous revue.

Ces décaissements ont été réalisés à hauteur de 84,5% auprès de créanciers espagnols, français, allemands, belges, autrichiens et hollandais contre 83,2% sur la période 2007-2011.

Les décaissements sur les prêts commerciaux sont en grande partie tirés par les emprunts contractés auprès des institutions bancaires françaises, notamment la Société Générale et la BNP Paribas et par la l'établissement bancaire autrichien Bank Austria. Les tirages effectués sur ces créanciers ont progressé de 47,2 milliards de francs CFA entre les deux périodes, tandis que les fonds mobilisés auprès des créanciers espagnols et allemands ont baissé de 12,3 milliards de francs CFA. Les décaissements réalisés sur les prêts commerciaux belges et hollandais sont demeurés stables.

Les tirages effectués sur la période 2008-2012 ont servi majoritairement à la réalisation des Centres Hospitaliers Universitaires de Libreville et d'Owendo, à l'aménagement de la Route Nationale 1, à l'installation du Réseau Electrique Interconnecté du Woleu Ntem, à la construction de l'Institut de Cancérologie d'Angondjé et de la Centrale Electrique d'Alénakiri.

### **1.3. Evolution du service de la dette publique de 2008 à 2012**

Le service de la dette publique s'est chiffré en moyenne à 521,2 milliards de francs CFA sur la période d'étude. Il s'est reparti en principal pour 446,5 milliards de francs CFA et en intérêts pour 74,7 milliards de francs CFA. Ce service qui se situait en moyenne à 537,5 milliards de francs CFA sur la période 2007-2011, a enregistré une légère baisse.

Les services de la dette extérieure et intérieure ont représenté respectivement 73,3% et 26,7% du service global sur la période sous revue. Cette répartition est quasiment identique à celle de la période 2007-2011.

#### **1.3.1. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2008 à 2012**

Le service de la dette publique extérieure s'est établi en moyenne à 382,2 milliards de francs CFA sur la période 2008-2012. Il comprend 311,4 milliards de francs CFA de principal et 70,8 milliards de francs CFA d'intérêts. Ce service a connu un pic en 2008 où il s'est élevé à 967,9 milliards de francs CFA, soit 50,6% du total du service de la dette extérieure de la période. Cette situation résulte du rachat anticipé des créances envers les pays membres du Club de Paris.

Le service de la dette bilatérale s'est chiffré en moyenne à 201,1 milliards de francs CFA sur la période sous revue, soit 52,6% du service extérieur. Il est en baisse par rapport à son niveau pour la période 2007-2011 où il se situait en moyenne annuelle à 240,0 milliards de francs CFA.

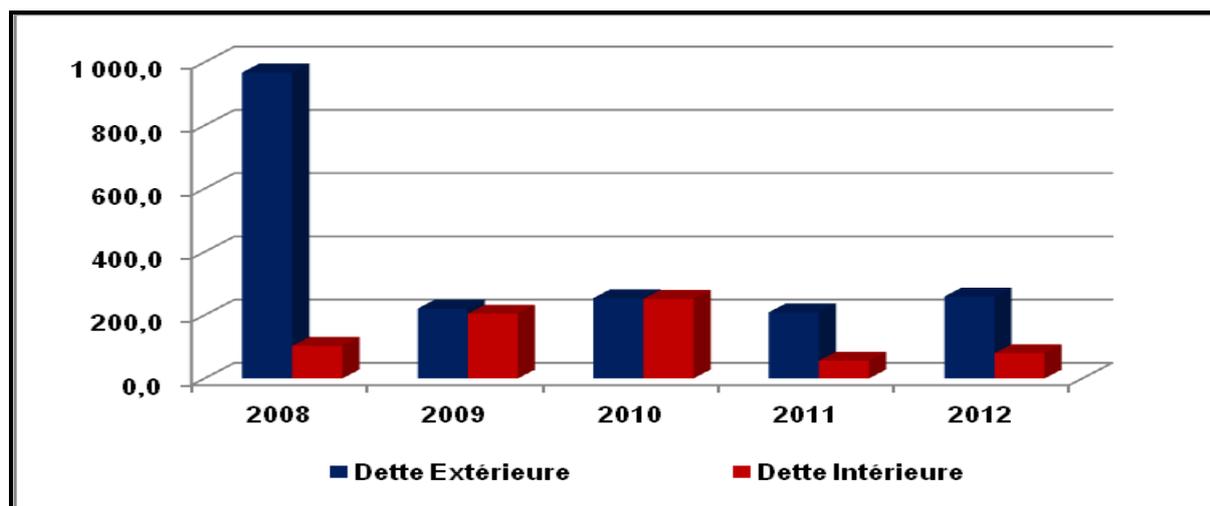
Concernant la dette multilatérale, son service s'est établi en moyenne à 35,1 milliards de francs CFA, soit 9,2% du service extérieur. Il reste relativement stable sur la période sous revue.

Le service de la dette commerciale, en moyenne de 102,9 milliards de francs CFA, soit 26,9% du total du service extérieur, reste élevé sur l'ensemble de la période d'étude.

Pour ce qui est du service de la dette envers le marché financier international, il s'est établi en moyenne à 43,3 milliards de francs CFA, soit 11,3% du service de la dette extérieure. Il enregistre une progression de 20,8% par rapport à la période 2007-2011.

Dans l'ensemble, à l'exception de l'année 2008 où un pic de 967,9 milliards de francs CFA a été atteint, le service de la dette extérieure demeure relativement stable sur le reste de la période avec une moyenne de 235,9 milliards de francs CFA.

## GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2008 A 2012 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



### 1.3.2. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2008 à 2012

Le service de la dette publique intérieure s'est élevé en moyenne à 139,0 milliards de francs CFA au cours de la période sous revue. Le service de la dette au titre du principal s'est établi à 135,1 milliards de francs CFA et celui au titres des intérêts à 3,9 milliards de francs CFA. Globalement, le service intérieur demeure stable par rapport à la période 2007-2011.

Le service de la dette bancaire s'est chiffré en moyenne à 39,2 milliards de francs CFA et celui envers le marché financier régional à 15,6 milliards de francs CFA. Pour ce qui est de la dette moratoire et de la dette diverse, le service s'est élevé respectivement à 50,4 et 33,8 milliards de francs CFA en moyenne par année. Ainsi, le service de la dette bancaire représente en moyenne 28,2% du total du service intérieur de la période. Quant aux services du marché financier régional, de la dette moratoire et de la dette diverse, ils représentent respectivement en moyenne 11,2%, 36,3% et 24,3% du total du service intérieur.

Deux tendances se dégagent de l'évolution du service de la dette intérieure. Une première qui s'étend de 2008 à 2010 au cours de laquelle le service de la dette intérieure s'est élevé en moyenne à 186,4 milliards de francs CFA et une seconde allant de 2011 à 2012 où ledit service s'est établi en moyenne à 67,8 milliards de francs CFA. Ainsi, une baisse moyenne de 175,2% apparaît entre les deux sous périodes. Cette forte diminution est consécutive aux opérations de désendettement intérieur initiées à la suite des audits intervenus en 2008 et 2010. En effet, ces opérations se sont traduites par la multiplication par deux (2), voire par quatre (4) du service de la dette de 2008 à 2010. Ce dernier a retrouvé son niveau historique dès 2011, se chiffrant respectivement à 56,0 et 79,5 milliards de francs CFA en 2011 et 2012.

Globalement, le poids moyen du service de la dette sur les recettes budgétaires s'est établi à 25,8% sur la période 2008-2012 contre 31,1% sur la période précédente, soit une baisse de 5,3 points entre les deux périodes. Cette évolution, qui traduit le maintien de la politique d'endettement prudente menée par les Autorités depuis 2009, est confirmée

par les résultats obtenus en 2011 et 2012 où le ratio du service de la dette rapporté aux recettes budgétaires a été divisé par deux (2) comparé à son niveau de 2010. En effet, ce dernier s'est établi respectivement à 11,7% et 12,9% en 2011 et 2012, largement inférieur au plafond de 25,0% arrêté par les Autorités.

#### **1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2008 à 2012**

L'encours de la dette publique a atteint en moyenne 1355,0 milliards de francs CFA sur la période 2008-2012 contre 1471,3 milliards de francs CFA sur la période 2007-2011, soit une diminution de 116,3 milliards de francs CFA. Toutefois, une légère hausse du stock de la dette est constatée en 2011 et 2012 avec une moyenne de 1467,5 milliards de francs CFA contre 1280,0 milliards de francs CFA de 2008 à 2010. Cette tendance est essentiellement portée par l'évolution de la dette extérieure.

##### **1.4.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2008 à 2012**

L'encours de la dette publique extérieure est passé en moyenne de 1333,2 milliards de francs CFA sur la période 2007-2011 à 1233,7 milliards de francs CFA sur la période d'étude. Ce stock représente en moyenne 91,0% de l'encours global contre 90,6% sur la période précédente.

La distribution de l'encours extérieur s'est modifiée par rapport à la période précédente. La part des créanciers gouvernementaux a baissé de 10,1 points. A contrario, les parts des créanciers commerciaux, des organismes multilatéraux et du marché financier international ont enregistré respectivement une hausse de 5,2 points, de 2,4 points et de 2,5 points.

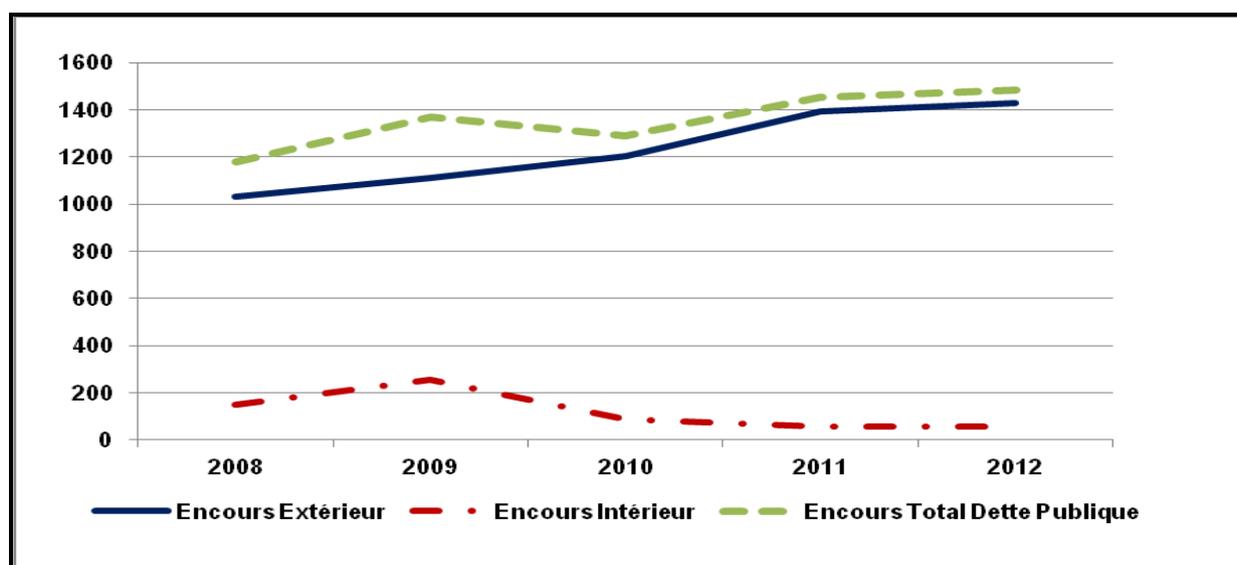
La part des créanciers gouvernementaux est passée de 36,0% sur la période 2007-2011 à 25,9% sur la période sous revue. Cette baisse s'explique par le recul des engagements bilatéraux de 13,9 points, notamment ceux de la France de 8,8 points. Cette tendance est atténuée par la hausse de 3,8 points de la dette vis-à-vis d'autres partenaires dont 3,6 points incombant à la Chine.

Les créances commerciales qui représentaient 17,5% sur la période 2007-2011 ont atteint 22,8% sur la période d'étude. Cette progression, en dépit de la baisse de 0,6 point de la dette commerciale envers la Grande Bretagne, les Pays-Bas et le Japon, est portée par la croissance de 5,8 points des dettes commerciales française, espagnole, belge et israélienne.

Pour ce qui est des engagements envers les créanciers multilatéraux, ils sont passés de 13,8% sur la période 2007-2011 à 16,2% sur la période sous revue, du fait principalement de la hausse des engagements vis-à-vis de la BAD. Quant au marché financier international, bien qu'il n'y ait aucun nouvel engagement, sa part qui était de 32,6% sur la période 2007-2011 a enregistré une légère hausse sur la période 2008-2012 où elle s'est établie à 35,1%. Cette situation s'explique par la stabilité de son encours due à son mode de remboursement *in fine*.

L'encours extérieur par pays s'est chiffré en moyenne à 600,5 milliards de francs CFA sur la période 2008-2012. Cinq pays ont concentré 81,9% de ces engagements. La Chine demeure le premier partenaire du Gabon avec 24,3% et la France le second avec 18,7%. Ils sont suivis de l'Espagne, de l'Allemagne et de la Belgique avec respectivement 16,2%, 12,8% et 9,9% du total de l'encours extérieur.

**GRAPHIQUE N°3 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2008 A 2012  
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



#### 1.4.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2008 à 2012

L'encours moyen de la dette intérieure s'est élevé à 121,3 milliards de francs CFA, soit 9,0% du stock global sur la période 2008-2012 contre 9,4% sur la période précédente. Cet encours a enregistré une baisse de 16,7 milliards de francs CFA qui s'explique essentiellement par la forte diminution entre les deux périodes des engagements au titre des reprises des passifs des établissements et des collectivités publiques disposant d'une autonomie de gestion financière.

L'encours de la dette diverse qui représentait 46,1% est en nette baisse, ne représentant plus que 36,3%. Le recul de cette dette résulte de reprises de passifs moins importantes après les opérations d'audit de 2008 et 2010.

La part de la dette bancaire dans le total de la dette intérieure est resté relativement stable entre les deux périodes, ce en dépit du rachat par les établissements bancaires d'un stock élevé de créances conventionnées détenues sur l'Etat. Le stock de la dette bancaire est ainsi passé de 15,8% sur la période 2007-2011 à 15,6% sur la période sous revue.

Pour ce qui est de la dette moratoire et de celle envers le marché financier régional, elles ont progressé respectivement de 3,9 points et de 6,0 points entre les deux périodes. En effet, la part des engagements au titre de la dette moratoire est passée de 10,5% sur la période 2007-2011 à 14,4% sur la période d'étude, suite au processus de consolidation des impayés de l'Etat engagé en 2012. La part des créances envers le marché financier régional

a évolué de 27,6% à 33,6% entre les deux périodes, du fait essentiellement d'un amortissement plus important des autres catégories de dettes, notamment la bancaire et la diverse.

Au cours de la période d'étude, une évolution contrastée du poids des différentes catégories de dettes intérieures a été enregistré. Les stocks de la dette bancaire et de la dette moratoire ont fortement augmenté. Ainsi, de 2008 à 2012, la dette bancaire est passée de 0,3 milliard de francs CFA à 5,0 milliards de francs CFA et la dette moratoire de 13,5 milliards de francs CFA à 22,4 milliards de francs CFA.

A l'inverse de ce qui précède, la dette diverse et celle envers le marché financier régional ont chuté entre 2008 et 2012. Le stock de la dette diverse est passé de 66,0 milliards de francs CFA à 16,0 milliards de francs CFA notamment en raison du rachat d'une part importante de cette dette par les établissements bancaires. Les engagements envers le marché financier régional sont passés de 67,9 milliards de francs CFA à 13,6 milliards de francs CFA. Cette évolution traduit l'absence de nouvelles émissions sur ce marché depuis 2008.

### **1.4.3. Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2008 à 2012**

Sur la période allant de 2008 à 2012, le portefeuille de la dette publique est resté essentiellement libellé en Euro et en Dollar américain. En effet, la part de ces deux (2) monnaies reste stable et représente en moyenne 79,5% du total de l'encours de la dette. Toutefois, en dépit de cette stabilité, la part du Dollar américain augmente de 2,1 points tandis que celle de l'Euro perd 2,2 points.

Les emprunts contractés sur la période 2008-2012 restent majoritairement libellés dans des monnaies à taux de change flottant. L'encours de ces derniers représente 51,5% du total des emprunts contre 53,7% sur la période précédente. Cette évolution tend cependant à s'affaiblir. En effet, la part des nouveaux emprunts contractés à taux de change fixe en 2010 et 2011 a fortement augmenté comparée à celle des emprunts contractés à taux de change variable.

En ce qui concerne le Franc CFA, son poids dans le portefeuille est resté stable, passant de 12,6% à 12,5%.

Les termes du portefeuille de prêts sont restés relativement stables. La maturité moyenne des prêts est de 5,3 ans et le taux d'intérêt moyen de 5,0% sur la période 2008-2012 contre respectivement 5,6 ans et 5,0% sur la période précédente. Cette tendance se justifie par le respect de la stratégie prudente mise en œuvre par les Autorités depuis 2009 et par la stabilité des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux depuis 2010.

## **1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2008 à 2012**

Sur la période sous revue, les indicateurs d'endettement ont évolué positivement par rapport à leurs niveaux de la période 2007-2011. Le taux d'endettement moyen et la moyenne du ratio de la charge de la dette sont respectivement restés en deçà des seuils stratégiques de 35% et de 5%, alors que la pression moyenne du service de la dette sur les recettes budgétaires s'est rapprochée de la norme de 25%.

### **1.5.1. Evolution du taux d'endettement public de 2008 à 2012**

Le taux d'endettement de l'Etat s'est situé en moyenne à 19,0% de 2008 à 2012 contre 22,7% pour la période allant de 2007 à 2011. Cette évolution à la baisse du niveau de l'endettement du Gabon est consécutive à la mise en œuvre des mesures de gestion prudente adoptées par le Gouvernement dès 2010, notamment le plafonnement des nouveaux emprunts à moins de 300 milliards de F.CFA et aux performances enregistrées sur le plan macroéconomique.

En effet, le taux d'endettement extérieur sur la période sous revue a baissé d'un peu plus de 3 points par rapport à la période précédente, passant ainsi de 20,8% du PIB en moyenne à 17,7%. Ce désendettement tient principal au maintien du niveau de l'encours autour de 1409,0 milliards de francs CFA de 2010 à 2012 et à une croissance nominale moyenne du produit intérieur brut de 14,3% sur les trois dernières de la période 2008-2012.

Au niveau intérieur, le taux d'endettement s'est situé à 1,9% sur la période d'étude, en diminution de 0,3 point par rapport à la période précédente. Ce faible niveau d'endettement s'explique par le maintien des engagements intérieurs à moins de 1% du PIB depuis 2011, à la suite de l'opération de désendettement envers les créanciers domestiques entreprise après l'audit de la dette intérieure commandité par les Autorités en 2010. Ainsi l'encours de la dette intérieure est demeuré en deçà de 80,0 milliards de francs CFA à partir de 2011 contre un niveau de 251,3 milliards de francs CFA en 2010.

### **1.5.2. Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2008 à 2012**

La pression du service de la dette sur les recettes budgétaires s'est établie en moyenne à 25,6% sur la période sous revue, se situant très légèrement au dessus du taux stratégique fixé à 25%. Toutefois, ce ratio a enregistré une baisse significative de 5,3 points par rapport à son niveau de la période précédente où il culminait en moyenne à 30,9%.

A l'exemple des évolutions mis en évidence dans l'évolution du taux d'endettement, le recul de la pression du service de la dette est dû principalement au maintien du service de la dette extérieure entre 220 milliards de francs CFA et 260 milliards depuis 2009, alors même que les recettes budgétaires progressaient en moyenne de 16,5%, correspondant annuellement à près de 312,0 milliards de francs CFA dès 2010.

Ainsi, le ratio du service de la dette extérieure est passé de 22,9% à 18,4% sur la période d'étude. S'agissant du ratio du service de la dette intérieure, il est demeuré stable entre les deux périodes, se situant entre 7,0% et 8,0%. Cette stabilité s'explique principalement par le maintien à moins de 80,0 milliards de francs CFA du service intérieur dès 2011.

L'évolution de la charge de la dette publique rapportée aux recettes budgétaires a baissé de 1,7 point entre la période 2007-2011 et celle sous revue. Cette situation résulte du maintien de ce ratio à 2,8% depuis 2011. En effet, la baisse généralisée des taux d'intérêt observée sur les marchés financiers depuis 2010 a impacté positivement le niveau moyen des taux d'intérêt du portefeuille de dette extérieure du Gabon, composé à près de 30% de taux d'intérêt variables. Le niveau des charges de la dette rapporté aux recettes de l'Etat est ainsi passé d'une moyenne de 4,1% jusqu'en 2010 à 2,8% pour les années suivantes. Par ailleurs, cette performance a bénéficié, comme pour l'évolution du ratio du service de la dette, de la bonne tenue des recettes propres de l'Etat sur la période.

## **2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2013**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie d'endettement public, il s'agit d'analyser les réalisations obtenues en 2013 en termes de plafonds des nouveaux emprunts, de mobilisations de prêts extérieurs et de conditions de financement compte tenu des prévisions initiales.

Les prévisions des nouveaux engagements étaient de 1597,5 milliards de francs CFA, soit 18,2% du PIB. Au niveau extérieur, ces emprunts, d'un montant de 1357,5 milliards de francs CFA, représentant 85,0% du portefeuille des nouveaux emprunts, seraient contractés auprès des bailleurs bilatéraux, multilatéraux, commerciaux et sur le marché financier international. Sur le plan intérieur, ils proviendraient d'émissions de Bons du Trésor Assimilables (BTA) et d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA) pour un montant de 240,0 milliards de francs CFA, équivalant à 15,0% du portefeuille des nouveaux emprunts. Ces emprunts seraient affectés pour 62,4% à l'équilibre du budget et pour 37,6% à la réalisation des projets.

Les projections de tirages sur financements extérieurs (FINEX) et sur financements intérieurs (FININ) pour l'année 2013 se chiffraient à 1295,0 milliards de francs CFA. Ce montant servirait à hauteur de 77,0% au financement des opérations d'équilibre du budget. Les 23,0% restants seraient consacrés au renforcement de la politique de soutien au développement des infrastructures dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Directeur National des Infrastructures sur la période 2013-2016.

Les nouveaux engagements auprès des créanciers multilatéraux auraient une maturité de vingt (20) ans assortie d'un différé de cinq (5) ans. Ceux contractés auprès des créanciers bilatéraux et commerciaux afficheraient respectivement une maturité de quinze (15) et de dix (10) ans et un différé de trois (3) et de deux (2) ans. Les créances commerciales ne pourraient excéder 40,0% du montant des nouveaux engagements extérieurs et deux tiers (2/3) de ceux-ci seraient libellés en Euro. Les prêts intérieurs auraient une maturité comprise entre trois (3) et cinq (5) ans.

Conformément à la stratégie d'endettement envisagée, le taux d'endettement atteindrait 24,1%. Le service de la dette, quant à lui, représenterait 37,7% des recettes budgétaires.

### **2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2013**

Il s'agit des montants et des affectations réalisés au cours de l'année 2013 relatifs aux emprunts signés par l'Etat et aux décaissements effectués sur FINEX et FININ.

## 2.1.1. Nouveaux engagements en 2013

### 2.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2013

Les emprunts signés en 2013 s'élèvent à 1368,1 milliards de francs CFA pour une prévision limitée à 1597,5 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 85,6%. Ces prêts représentent 15,6% du PIB comparé à la prévision de 18,2%. Les engagements extérieurs se chiffrent à 1231,1 milliards de francs CFA contre une prévision de 1357,5 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 90,7%. Quant aux prêts signés au niveau intérieur, ils se sont élevés à 137,0 milliards de francs CFA contre une prévision de 240,0 milliards de francs CFA, ce qui représente un taux de réalisation de 57,1%.

Comparativement à l'année précédente, les emprunts contractés en 2013 ont été multiplié par quatre (4) du fait de la progression des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs. Les emprunts conclus avec les créanciers extérieurs ont augmenté de 353,8%, très largement portés par le montant levé sur le marché financier international. En effet, les emprunts extérieurs hors obligations internationales ne progressent que de 86,7%. Contrairement à l'année 2012, où aucun prêt n'avait été contracté auprès des créanciers intérieurs, les engagements intérieurs ont atteint 137,0 milliards de francs CFA en 2013.

TABLEAU N°3 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	Montant
<b>Emprunt Extérieur</b>	<b>1 231,1</b>
Bilatéral	332,9
Commercial	173,7
Marché Financier International	724,5
<b>Emprunt Intérieur</b>	<b>137,0</b>
Bancaire	67,5
Marché Financier Régional	69,5
<b>Total Nouveaux Engagements</b>	<b>1 368,1</b>

### 2.1.1.2. Répartition des nouveaux engagements en 2013

Les emprunts contractés en 2013 ont été pour 90,0% conclus avec des créanciers extérieurs et pour 10,0% avec des créanciers intérieurs. Ils ont été affectés à hauteur de 31,3% aux opérations d'équilibre du budget et pour le reste à la réalisation de projets.

#### 2.1.1.2.1. Répartition des nouveaux engagements extérieurs

Les prêts extérieurs signés en 2013 l'ont été auprès de toutes les catégories de créanciers à l'exception des organismes multilatéraux.

Les accords conclus auprès des partenaires bilatéraux et commerciaux se chiffrent respectivement à 332,9 milliards de francs CFA et 173,7 milliards de francs CFA. Ils représentent 27,0% et 14,1% du total des nouveaux emprunts extérieurs. Les emprunts bilatéraux ont été contractés à 90,4% auprès de la République de Chine. En ce qui

concerne les emprunts commerciaux, ils ont été conclus à hauteur de 58,9% avec des créanciers espagnols et pour 41,1% avec des partenaires autrichiens.

Les engagements envers le marché financier international qui totalisent 724,5 milliards de francs CFA représentent 58,8% du total des engagements extérieurs. Ils ont été la source de financement extérieur la plus importante de l'Etat en 2013.

Conformément à la stratégie d'endettement arrêtée, les nouveaux engagements extérieurs ont été majoritairement destinés au renforcement des infrastructures.

Ainsi, les engagements signés en faveur du secteur de la route se sont élevés à 403,2 milliards de francs CFA, soit 32,8% du montant total des nouveaux engagements extérieurs. Ils ont été affectés à la réalisation des travaux de la route Port-Gentil-Omboué-Boué et à l'aménagement de l'axe routier PK 12-Bifoun.

Les emprunts contractés au bénéfice du secteur de la communication et télécommunication se chiffrent à 32,0 milliards de francs CFA, soit 2,6% du total des nouveaux emprunts extérieurs. Ils concernent la réhabilitation et l'amélioration des installations de télécommunication audiovisuelle.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique sociale, 71,5 milliards de francs CFA, soit 5,8% du total des emprunts extérieurs contractés en 2013, ont été affectés à la construction du Centre Hospitalier Universitaire Mères-Enfants.

Les sommes levées sur le marché financier international ont servi pour un montant de 294,6 milliards de francs CFA, soit 23,9% du total des engagements extérieurs, au rachat anticipé d'une partie de l'obligation internationale émise en 2007. Les 429,9 milliards de francs CFA restants, qui représentent 34,9% du montant des nouveaux engagements extérieurs, seront destinés à d'autres projets d'infrastructures sélectionnés par l'Etat.

#### **2.1.1.2.2. Répartition des nouveaux engagements intérieurs**

Les emprunts intérieurs ont été contractés à hauteur de 67,5 milliards de francs CFA auprès des banques locales et de 69,5 milliards de francs CFA auprès du marché financier régional. Ces créances représentent respectivement 49,3% et 50,7% du total des engagements intérieurs.

Le prêt accordé par les banques locales, à travers l'Association Professionnelle des Etablissements de Crédit (APEC) a été destiné dans sa totalité à l'opération de paiement des rappels de solde des agents publics. Les fonds levés sur le marché financier régional ont été affectés en intégralité à l'équilibre du budget 2013.

## 2.1.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2013

### 2.1.2.1. Montant des décaissements en 2013

Les montants mobilisés en 2013 au titre des financements extérieurs et intérieurs se chiffrent à 1131,2 milliards de francs CFA pour une prévision de 1295,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 87,4%. Ces tirages enregistrent une hausse exponentielle de 946,3 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2012 durant laquelle ils se sont élevés à 184,9 milliards de francs CFA. Ce résultat s'explique essentiellement par la mobilisation de 724,5 milliards de francs CFA sur le marché obligataire international et par la levée de 137,0 milliards de francs CFA auprès des créanciers intérieurs.

Les décaissements sur FINEX se sont chiffrés à 994,2 milliards de francs CFA pour une prévision de 1055,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 94,2%. Cette réalisation, bien que se situant à un niveau élevé, a été entravée par le faible taux de décaissement enregistré sur les prêts multilatéraux, notamment sur les projets Programme Routier phase 1 et Développement de la Dorsale de Télécommunication en Afrique Centrale ainsi que par la valorisation des décaissements des emprunts en dollars US à un taux de change inférieur à celui de la prévision.

Les tirages sur FININ se sont élevés à 137,0 milliards de francs CFA pour une prévision de 240,0 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 57,1%. Cette relative sous performance s'explique pour ce qui est des émissions prévues sur le marché financier régional, par les contraintes de gestion des risques au niveau des banques de la sous région et par l'inadéquation de la stratégie marketing adoptée sur ce marché embryonnaire. En ce qui concerne les concours bancaires, l'ajustement du besoin de financement initial des rappels de solde, qui est passé de 140,0 milliards de francs CFA à 67,5 milliards de francs CFA, explique la sous réalisation apparente de ces décaissements.

TABLEAU N°4 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	Prévisions	Réalisations	Ecart
<b>Emprunt Extérieur</b>	1 055,0	994,2	-60,8
Bilatéral	83,9	110,7	26,8
Multilatéral	71,2	20,8	-50,5
Commercial	142,4	138,3	-4,1
Marché Financier International	757,5	724,5	-33,0
<b>Emprunt Intérieur</b>	240,0	137,0	-103,0
Bancaire	140,0	67,5	-72,5
Marché Financier Régional	100,0	69,5	-30,5
<b>Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs</b>	1 295,0	1 131,2	-163,8

Les tirages effectués auprès des créanciers bilatéraux et commerciaux ont augmenté respectivement de 90,8% et de 93,1% par rapport à leur niveau de 2012 où ils se situaient respectivement à 58,0 milliards de francs CFA et 71,6 milliards de francs CFA.

A contrario, les décaissements sur les emprunts multilatéraux enregistrent une baisse de 62,5% par rapport à leur niveau de 2012 où ils ont atteint 55,3 milliards de francs CFA. Contrairement à l'année 2012, des fonds ont été mobilisés sur le marché financier international et sur le marché intérieur respectivement à hauteur de 724,5 milliards de francs CFA et de 137,0 milliards de francs CFA.

La majorité des décaissements réalisés en 2013, soit 64,0% du montant global des tirages, a été effectuée sur le marché financier international. Les tirages sur les emprunts bilatéraux, multilatéraux et commerciaux représentent respectivement 9,8%, 1,8% et 12,2% du total des décaissements. Quant aux fonds mobilisés auprès du système bancaire local et sur le marché financier régional, ils concentrent respectivement 6,0% et 6,1% du total des tirages sur financements extérieurs et intérieurs.

### **2.1.2.2. Affectation des décaissements en 2013**

Les tirages sur FINEX et FININ ont été réalisés à hauteur de 23,8% sur les prêt-projets et de 76,2% sur les emprunts d'équilibre du budget 2013.

#### **2.1.2.2.1. Décaissements sur prêt-projets**

Les décaissements sur les prêt-projets se chiffrent à 269,7 milliards de francs CFA. Ces sommes mobilisées uniquement sur les financements extérieurs ont servi à la réalisation de vingt-huit (28) projets sur vingt-neuf (29) prévus. Cependant, contrairement aux prévisions, aucun décaissement n'a été réalisé sur le projet d'Aménagement des Petits Permis Forestiers et sur celui du Programme de Développement des Infrastructures locales. Par ailleurs, des tirages non prévus ont été enregistrés sur le projet Construction de la Centrale d'Alénakiri et sur celui de la Construction du Centre Pénitencier de Libreville. Les montants mobilisés ont bénéficié à la réalisation de projets dans onze (11) secteurs d'activités.

Les financements décaissés au profit du secteur de la route s'élèvent à 124,2 milliards de francs CFA contre une prévision de 160,1 milliards de francs CFA, soit un écart de 35,9 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique essentiellement par le ralentissement des travaux de la Route Nationale 1 (RN1) et du Programme Routier.

Les tirages effectués au bénéfice du secteur de l'eau et de l'électricité ont été supérieurs aux prévisions, à raison d'une réalisation de 35,2 milliards de francs CFA contre une estimation de 30,2 milliards de francs CFA, soit une différence de 5,0 milliards de francs CFA. Cette situation est imputable au démarrage à un rythme soutenu des travaux d'amélioration du réseau de transport d'énergie électrique à Libreville.

Les ressources mobilisées en faveur du secteur des bâtiments et travaux publics totalisent 9,2 milliards de francs CFA contre une prévision de 13,8 milliards de francs CFA, soit un écart de 4,6 milliards de francs CFA. Cette sous mobilisation est consécutive à la persistance des difficultés de réalisation des travaux d'assainissement de la ville de Port-Gentil.

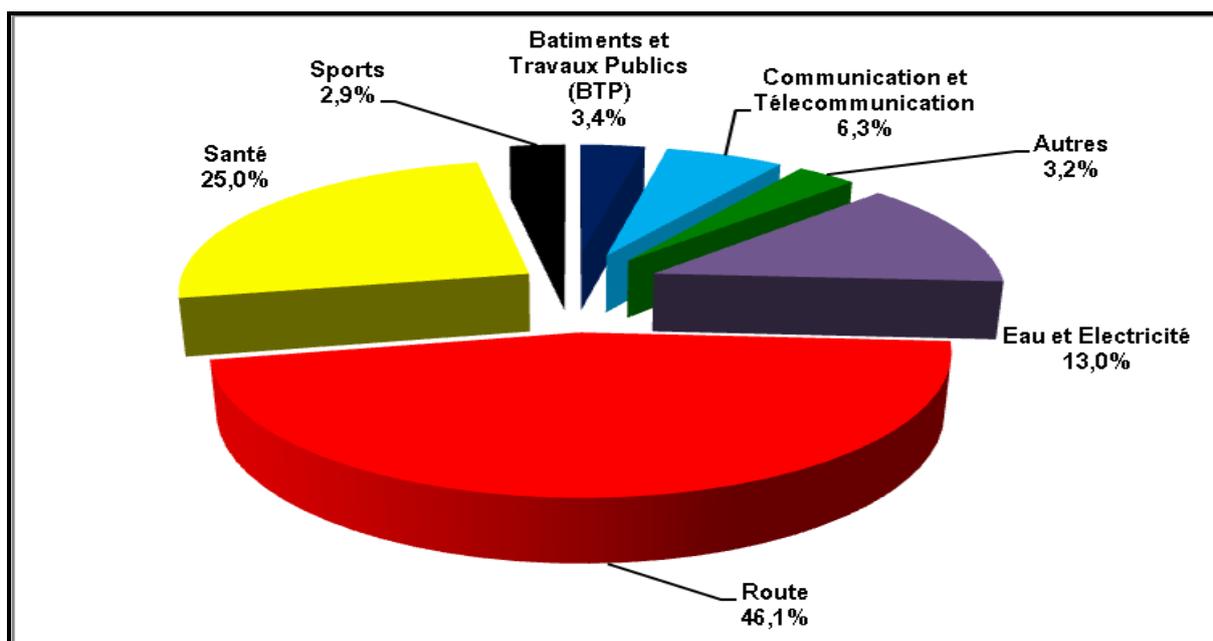
Les décaissements effectués dans le secteur de la santé se chiffrent à 67,5 milliards de francs CFA contre une prévision de 51,9 milliards de francs CFA, soit un écart de 15,6 milliards de francs CFA. Cette forte mobilisation s'explique principalement par l'accélération des travaux de construction des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) Mère-Enfant et de Libreville.

Les financements décaissés au profit du secteur de la communication et télécommunication s'élèvent à 5,5 milliards de francs CFA contre une prévision de 10,8 milliards de francs CFA, soit un écart de 5,3 milliards de francs CFA. Cette sous performance est consécutive au démarrage tardif des travaux relatifs au projet Dorsale des Télécommunications en Afrique Centrale.

Estimés à 28,8 milliards de francs CFA, les tirages effectués au bénéfice des secteurs de la sécurité, de l'agriculture, de l'élevage et pêche, de la forêt et environnement, des ports et aéroports et du sport se chiffrent à 28,0 milliards de francs CFA. Toutefois, la mobilisation des financements sur les projets Complexe Multisports Omar Bongo Ondimba et Aménagement des Aéroports Provinciaux a été en deçà des prévisions alors que les tirages sur le projet Matériel de Communication ont été effectués au-delà des estimations.

Au final, les tirages sur les prêt-projets sont essentiellement orientés vers la réalisation des projets d'infrastructures conformément à la politique de développement mise en œuvre par le Gouvernement. En effet, la réalisation des projets d'infrastructures absorbe 94,3% des tirages sur les financements de prêt-projets.

**GRAPHIQUE N°4 : DECAISSEMENTS SUR PRET-PROJETS PAR SECTEURS EN 2013  
(EN POURCENTAGE)**



#### **2.1.2.2.2. Décaissements sur emprunts d'équilibre**

Les décaissements sur emprunts d'équilibre ont atteint 861,5 milliards de francs CFA en 2013. Ces montants ont été mobilisés à hauteur de 724,5 milliards de francs CFA sur les financements extérieurs et de 137,0 milliards de francs CFA sur les financements intérieurs, soit respectivement 84,1% et 15,9% du total des emprunts d'équilibre.

Les décaissements sur les emprunts d'équilibre extérieur, entièrement réalisés sur l'obligation internationale émise en décembre 2013, se sont chiffrés à 724,5 milliards de francs CFA contre une prévision de 757,5 milliards de francs CFA, soit un écart de 33,0 milliards de francs CFA. Cette sous réalisation est entièrement imputable à la valorisation des 1,5 milliard de Dollars américain de l'obligation internationale de 2013 à un taux de change inférieur à celui de la prévision. Ces ressources ont été affectées pour un montant de 294,6 milliards de francs CFA à l'amortissement anticipé de l'Eurobond émis en 2007 et pour un montant de 429,9 milliards de francs CFA à l'accélération de la mise en œuvre du Schéma Directeur National des Infrastructures.

Les tirages sur les emprunts d'équilibre intérieur ont été mobilisés à hauteur de 137,0 milliards de francs CFA pour une prévision de 240,0 milliards de francs CFA, soit un écart de 103,0 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique par l'inadéquation de la stratégie marketing adoptée sur le marché régional des titres publics et par l'ajustement du besoin de financement initial des rappels de solde. Ainsi, ces tirages intérieurs ont été réalisés pour un montant de 67,5 milliards de francs CFA sous forme de concours auprès des banques locales et à hauteur de 69,5 milliards de francs CFA par émissions de BTA (44,0 milliards de francs CFA) et d'OTA (25,5 milliards de francs CFA). Ces fonds ont servi respectivement au financement partiel de l'opération de paiement des rappels de solde aux agents publics et à celui de l'équilibre du budget 2013.

### **2.2. Conditions d'emprunt en 2013**

Les conditions d'emprunt portent sur l'exécution des orientations stratégiques concernant la composition en devises, en maturités, en différés et en taux d'intérêt du portefeuille des nouveaux emprunts.

#### **2.2.1. Nouveaux engagements en devises en 2013**

##### **2.2.1.1. Nouveaux engagements en devises en 2013**

En 2013, les nouveaux emprunts qui s'élèvent à 1368,1 milliards de francs CFA, ont été contractés en Dollar américain, en Euro et en Franc CFA.

Les emprunts en Dollar américain s'établissent à 1057,4 milliards de francs CFA et représentent 77,3% du total des engagements. Ils sont constitués des prêts accordés par les créanciers bilatéraux indiens et chinois pour respectivement 32,0 milliards de francs CFA et 300,9 milliards de francs CFA ainsi que par les fonds levés grâce à l'émission sur le marché financier international d'un eurobond à hauteur de 724,5 milliards de francs CFA.

Les nouveaux engagements en Euro totalisent 173,7 milliards de francs CFA, soit 12,7% du portefeuille. Ils proviennent d'une banque autrichienne pour 71,5 milliards de francs CFA et d'une banque espagnole à hauteur de 102,2 milliards de francs CFA.

Les prêts libellés en Franc CFA se chiffrent à 137,0 milliards de francs CFA, soit 10,0% du montant total des nouveaux emprunts. Ces derniers ont été contractés auprès de l'Association Professionnelle des Etablissements de Crédit pour 67,5 milliards de francs CFA et auprès du marché financier régional pour 69,5 milliards de francs CFA.

En définitive, les nouveaux emprunts ont été conclus à plus de deux tiers (2/3) dans des monnaies à change flottant, notamment en Dollar américain contre une prévision d'un tiers (1/3). Cette situation est essentiellement imputable à la levée de fonds sur le marché financier international compte tenu des conditions favorables en vigueur sur ce marché à la fin du second semestre 2013. Ce changement d'orientation au détriment des engagements à change fixe impose le développement de produits de couverture contre le risque de change.

#### **2.2.1.2. Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2013**

En 2013, les prêts contractés ont une maturité moyenne de 11,9 ans et un différé moyen de 6,4 ans. Ces termes sont légèrement favorables par rapport à la prévision qui se situait à 11,6 ans pour la maturité et 6,0 ans pour le différé. Ce résultat est porté par les termes obtenus sur les nouveaux emprunts extérieurs.

La maturité moyenne des nouveaux engagements extérieurs est de 13,1 ans contre une prévision de 13,0 ans. Ce résultat, conforme à la stratégie, s'observe sur l'ensemble des catégories d'emprunts extérieurs. Ainsi, les maturités moyennes des engagements bilatéraux, commerciaux et envers le marché financier s'établissent respectivement à 19,2 ans, 10,0 ans et 11,0 ans contre respectivement une prévision de 15,0 ans, 8,5 ans et 10,0 ans.

Quant au différé moyen des nouveaux prêts extérieurs, il s'établit à 7,1 ans contre les 6,8 ans prévus. Ce résultat est imputable aux emprunts bilatéraux et commerciaux qui enregistrent des différés supérieurs à ceux prévus. En effet, le différé moyen obtenu sur les prêts bilatéraux est de 7,0 ans pour une prévision de 3,0 ans. Le différé moyen des prêts commerciaux est de 3,5 ans contre une prévision de 2,0 ans. En revanche, le différé moyen obtenu sur le marché financier de 8,0 ans est inférieur d'une année à celui de la prévision.

La maturité moyenne des nouveaux engagements intérieurs est de 1,6 an contre une prévision de 3,6 ans. Cette situation inférieure à celle envisagée dans la stratégie d'endettement s'explique en totalité par les résultats obtenus sur les emprunts contractés auprès des banques locales et du marché financier régional. Ainsi, la maturité moyenne sur les emprunts bancaires et sur les émissions réalisées sur le marché financier régional s'est établie respectivement à 2,0 ans et 1,2 an contre respectivement 3,0 ans et 4,5 ans prévus.

A l'instar de la maturité, le différé moyen des nouveaux emprunts intérieurs est inférieur à la prévision. Il se situe à 0,4 an, soit 1,1 an en deçà des prévisions. Ce résultat est exclusivement dû au différé des émissions sur le marché financier régional qui est de 0,7 an contre les 3,5 ans prévus. Conformément à la prévision, les concours bancaires ont été obtenus sans délai de grâce.

Dans l'ensemble, la durée de remboursement et le délai de grâce des nouveaux emprunts intérieurs souffrent de la nature des capitaux disponibles dans la sous région. En effet, en dépit de la capacité de ce marché, la préférence des investisseurs se concentre sur le court et le très court terme. Les instruments de moyen terme sont encore assortis d'une prime de maturité très élevée. Ainsi, les émissions de moyen terme prévues ont été remplacées par des BTA de treize (13) et vingt-six (26) semaines.

La maturité moyenne des nouveaux engagements en 2013 est moins favorable que celle de l'année précédente où elle était de 15,9 ans. En revanche, le différé moyen des prêts en 2013 est en progression par rapport à celui de l'année 2012 qui était de 4,2 ans. Cependant, en excluant l'emprunt obligataire international et les emprunts intérieurs qui n'existaient pas dans le portefeuille des nouveaux emprunts de l'année précédente, les termes moyens des nouveaux emprunts en 2013, avec 16,1 ans de maturité et 5,8 ans de différé, se révèlent en réalité être meilleurs que ceux obtenus sur les nouveaux engagements en 2012.

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
<b>Emprunt Extérieur</b>	13,0	6,8	- de 5%	13,1	7,1	4,8
Bilatéral	15,0	3,0	- de 5%	19,2	7,0	1,9
Commercial	8,5	2,0	- de 5%	10,0	3,5	3,6
Marché Financier International	10,0	9,0	- de 5%	11,0	8,0	6,4
<b>Emprunt Intérieur</b>	3,6	1,5	4,5%	1,6	0,4	3,7
Bancaire	3,0	0,0	4,5%	2,0	0,0	5,5
Marché Financier Régional	4,5	3,5	4,5%	1,2	0,7	1,9
<b>Ensemble</b>	11,6	6,0	- de 5%	11,9	6,4	4,7

### **2.2.1.3. Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2013**

En 2013, le taux d'intérêt moyen des nouveaux emprunts est de 4,6%. Il est conforme à la prévision qui le déterminait à moins de 5%. Comparativement à 2012, où il se situait en moyenne à 1,4%, ce taux progresse de 320 points de base.

Contrairement aux années précédentes où apparaissait une tendance à la baisse du taux d'intérêt, en 2013 celui-ci connaît une hausse. Cette dernière s'explique par la hausse sur les marchés internationaux des taux d'intérêt appliqués sur les prêts en Euro et en Dollar américain et par la progression des marges sur les emprunts contractés auprès des créanciers commerciaux.

En outre, la présence dans le portefeuille des nouveaux emprunts en 2013 des engagements envers le marché financier international et des emprunts intérieurs a fortement contribué au relèvement du taux d'intérêt moyen. En effet, en excluant ces deux dernières catégories d'emprunt, le taux d'intérêt moyen du portefeuille des nouveaux engagements en 2013 se situerait à 2,5%, soit une progression de 110 points de base comparativement à son niveau de 2012.

#### **2.2.1.4. Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2013**

Dans le cadre de la maîtrise des risques, la stratégie d'endettement de l'Etat en 2013 préconisait que le portefeuille des nouveaux engagements se compose au moins de deux tiers (2/3) de prêts contractés à taux d'intérêt fixe mais également d'au moins deux tiers (2/3) de prêts libellés en Euro.

Les nouveaux emprunts contractés à taux d'intérêt fixe représentent 84,9% du montant global des engagements et ceux à taux variable 15,1%. Ces résultats sont en phase avec la structure recommandée dans la stratégie 2013.

Pour ce qui est des engagements en devises, 77,1% des nouveaux prêts ont été libellés en Dollar américain, 12,8% en Euro et 10,1% en Franc CFA. Contrairement aux préconisations de la stratégie, les emprunts à change fixe (Euro et Franc CFA) ont atteint à peine un tiers (1/3) du portefeuille global des nouveaux engagements, largement dominé par les emprunts en Dollar américain.

La part importante du Dollar américain s'explique par l'emprunt obligataire contracté sur le marché financier international en décembre 2013. Il représente 53,0% du portefeuille global des nouveaux emprunts. Le choix du Dollar américain comme monnaie de l'emprunt obligataire international se justifie par la liquidité importante sur les émissions effectuées dans cette devise sur les marchés émergents et par les conditions d'emprunt favorables.

En définitive, les recommandations de la stratégie d'endettement de l'Etat en matière de nouveaux engagements ont été partiellement respectées en 2013.

#### **2.2.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2013**

##### **2.2.2.1. Décaissements en devises en 2013**

Les tirages sur financements extérieurs et intérieurs s'élèvent à 1131,2 milliards de francs CFA en 2013. Ils sont majoritairement libellés en Dollar américain avec 70,3% des ressources mobilisées. Les décaissements en Euro, en Franc CFA et en Yuan Renminbi représentent respectivement 15,1%, 12,1% et 2,4% du total des tirages. Les ressources mobilisées en Dinar koweïtien, en Dinar Islamique et en Droit de Tirages Spéciaux (DTS) constituent 0,1% du total des décaissements sur FINEX et FININ.

Comparativement à l'année 2012, où ils atteignaient 68,7% du total des financements extérieurs et intérieurs, les décaissements en Euro baissent fortement en 2013. De même, la part des décaissements en Yuan Renminbi diminue légèrement par rapport à celle de 2012 qui était de 4,7%. La part des ressources mobilisées en Dinar koweïtien, en Dinar Islamique et en DTS baisse également par rapport à l'année précédente où elle se situait à 1,8% du total des décaissements en devises. A contrario, les tirages en Dollar américain et en Franc CFA qui représentaient respectivement 24,0% et 0,8% enregistrent une forte progression.

Les tendances observées s'expliquent par la politique volontariste d'émissions en Dollar américain et en Franc CFA initiée par les Autorités.

### 2.2.2.2. Maturité moyenne et différé moyen des décaissements sur FINEX et FININ en 2013

En 2013, la maturité moyenne des tirages sur FINEX et FININ est de 10,7 ans et leur différé moyen de 6,3 ans contre respectivement 15,1 ans et 4,8 ans en 2012. La dégradation de la maturité moyenne des tirages est imputable aux engagements intérieurs et à ceux envers le marché financier international.

Les tirages sur FINEX ont une maturité moyenne de 12,0 ans et un différé de 7,2 ans. Comparé à l'année précédente où ils ressortaient respectivement à 15,1 ans et 4,8 ans, la maturité moyenne se dégrade de 3,1 années tandis que le différé moyen enregistre une amélioration de 2,4 années. Cette situation est entièrement due aux conditions d'emprunt obtenues sur l'Eurobond émis en 2013, à savoir une maturité de 11,0 ans et un différé de 8,0 ans.

En effet, les tirages sur les autres catégories de dette extérieure ont des termes conformes à ceux constatés en 2012. Les emprunts bilatéraux et multilatéraux ont respectivement une maturité moyenne de 19,6 ans et de 19,5 ans et un différé moyen de 7,0 ans et de 5,2 ans. La maturité moyenne des prêts commerciaux est de 10,0 ans et leur différé moyen de 3,3 ans.

TABLEAU N°6 : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS EN 2013

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
<b>Emprunt Extérieur</b>	13,0	6,8	- de 5%	12,0	7,2	5,3
Bilatéral	15,0	3,0	- de 5%	19,6	7,0	1,6
Multilatéral	20,0	5,0	- de 5%	19,5	5,2	1,3
Commercial	8,5	2,0	- de 5%	10,0	3,3	3,1
Marché Financier International	10,0	9,0	- de 5%	11,0	8,0	6,4
<b>Emprunt Intérieur</b>	3,6	1,5	4,5%	1,6	0,4	3,7
Bancaire	3,0	0,0	4,5%	2,0	0,0	5,5
Marché Financier Régional	4,5	3,5	4,5%	1,2	0,7	1,9
<b>Ensemble</b>	11,6	6,0	- de 5%	10,7	6,3	5,1

Les décaissements réalisés sur FININ ont une maturité moyenne de 1,6 an et un différé moyen de 0,4 an. La maturité moyenne des emprunts bancaires est de 2,0 ans et sans aucun différé d'amortissement. Les financements mobilisés auprès du marché financier régional ont une maturité moyenne de 1,2 an et un différé moyen de 0,7 an. En 2012, aucun décaissement n'a été réalisé sur les financements intérieurs.

### 2.2.2.3. Taux d'intérêt moyen des décaissements en 2013

En 2013, le taux d'intérêt moyen des tirages sur FINEX et FININ se situe à 5,1%. Ce taux connaît une nette augmentation de 278,9 points de base comparé au taux moyen atteint en 2012 du fait de l'évolution des taux d'intérêt sur la dette extérieure.

Le taux d'intérêt moyen des tirages sur FINEX est de 5,3% contre 2,3% en 2012, en raison du niveau du coupon de l'Eurobond de 2013 fixé à 6,4%. En revanche, le taux d'intérêt moyen des décaissements obtenus sur les prêts commerciaux est de 3,1%, celui sur les emprunts bilatéraux se situe à 1,6% et celui sur les prêts multilatéraux est ressorti à 1,3%.

Dans le cas des décaissements sur FININ, le taux d'intérêt moyen s'établit à 3,7%. Le taux d'intérêt moyen des tirages sur les prêts bancaires est ressorti à 5,5% et celui des emprunts sur le marché financier régional à 1,9%.

Les termes des décaissements sur FINEX et FININ, observés en 2013 sont globalement mitigés. La maturité moyenne et le taux d'intérêt moyen se sont dégradés significativement par rapport à leur niveau de 2012. A contrario, le différé moyen s'est nettement amélioré comparativement à son niveau de l'année précédente.

## 2.3 Indicateurs d'endettement public en 2013

L'évolution de l'endettement public est appréciée à travers le niveau du taux d'endettement, de la pression du service et des intérêts de la dette sur les recettes budgétaires.

TABLEAU N°7 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2013

<i>En Pourcentage</i>			
	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	24,1	27,1	3,1
Service/Recettes budgétaires	38,1	24,1	-14,0
Intérêts/Recettes budgétaires	4,3	4,8	0,5

### 2.3.1. Taux d'endettement public en 2013

Le ratio de la dette publique sur le PIB se situe en 2013 à 27,1% contre une prévision de 24,1%, soit une augmentation de 310 points de base. Cette situation s'explique par l'effet conjugué d'une contre performance sur le PIB et d'un niveau plus élevé de l'encours que celui attendu. En effet, le PIB réalisé est inférieur de 4,2% par rapport à la prévision. Quant à l'encours, il s'est établi en définitive à 2283,2 milliards de

francs CFA contre une prévision de 2112,8 milliards de francs CFA. Ce dépassement s'explique par le niveau du stock de dette intérieure qui s'est chiffré à 244,2 milliards de francs CFA contre 29,1 milliards de francs CFA prévus.

Comparativement à l'année 2012 où il se situait à 16,4%, le taux d'endettement connaît une forte hausse de 10,7 points. Cette augmentation s'explique par la progression du stock de la dette alors que le PIB régresse de 5,8%. L'importance des sommes levées sur les marchés financiers régional et international justifie majoritairement la hausse de 53,8% de l'encours de la dette publique en 2013.

### **2.3.2. Pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2013**

Le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires s'établit à 24,1% en 2013. Il se situe en dessous de la prévision arrêtée à 38,1%. La pression moins importante sur les recettes budgétaires s'explique par l'évolution du service de la dette qui passe de 1029,0 milliards de francs CFA en prévision à 657,5 milliards de francs CFA en réalisation.

Quant au rapport de la charge de la dette sur les recettes budgétaires, il se situe légèrement au dessus du niveau prévu, soit 4,8% contre 4,3%.

Comparativement à l'année précédente où il s'établissait à 12,9%, le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaire en 2013 a augmenté de 11,2 points en raison de la prise en charge du rachat d'une part importante de l'encours de l'Eurobond émis en 2007.

S'agissant du poids des intérêts de la dette sur les recettes propres de l'Etat, il augmente de 2,0 points par rapport à 2012 en raison du paiement du coupon additionnel sur l'encours racheté de l'Eurobond de 2007.

En dépit de la forte progression du service de la dette sur les recettes budgétaires, ce ratio est resté en dessous du seuil stratégique fixé à 25,0%.

### 3 SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2013

L'application des mesures de renforcement de la qualité de la signature de l'Etat s'est traduite par le respect à bonne date de l'ensemble de ses engagements envers les créanciers extérieurs et intérieurs. Ainsi, aucun arriéré n'est constaté au titre du service de la dette publique à fin 2013.

Le service de la dette publique en 2013 se chiffre à 657,5 milliards de francs CFA, dont 656,4 milliards de francs CFA de dette publique directe et 1,1 milliard de francs CFA de dette publique garantie. Le service de la dette publique effectué envers les créanciers extérieurs représente 93,5% du service global et celui envers les créanciers intérieurs 6,5%.

Le service global en 2013 est inférieur de 362,5 milliards de francs CFA par rapport aux prévisions. En effet, le service extérieur s'est élevé à 614,5 milliards de francs CFA contre 786,7 milliards de francs CFA prévus, soit un écart de 172,2 milliards de francs CFA. Le service intérieur, en revanche, s'est chiffré à 43,0 milliards de francs CFA contre 233,3 milliards de francs CFA prévus, soit un écart de 190,3 milliards de francs CFA.

Le différentiel observé sur le service extérieur s'explique d'une part, par la baisse des taux de change notamment du Dollar américain, du Yen et du Yuan Renminbi et d'autre part, par le rachat partiel de l'encours de l'Eurobond 2017. En effet, suite au degré de préférence des investisseurs pour ce titre, c'est au final 75,0% de l'encours de l'Eurobond 2017 qui a été racheté contre une proposition d'achat de 100,0% faite par les Autorités. Quant à l'écart constaté sur le service intérieur, il résulte principalement de la concentration en définitive pour 2014 et 2015 des échéances de paiement des dettes consolidées à fin 2012 et courant 2013.

Comparativement au service de l'année précédente, le service de l'année 2013 enregistre une hausse significative de 318,7 milliards de francs CFA exclusivement liée aux opérations de marché effectuées sur la dette extérieure.

TABLEAU N°8 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES EN 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	Principal	Intérêts	Total
<b>Dettes Extérieures</b>	<b>484,2</b>	<b>130,3</b>	<b>614,5</b>
Dettes Bilatérales	17,2	11,4	28,6
<i>dont Club de Paris</i>	7,4	1,8	9,1
Dettes Multilatérales	26,2	5,4	31,6
Dettes Commerciales	122,1	19,7	141,9
Marché Financier International	318,7	93,7	412,4
<b>Dettes Intérieures</b>	<b>42,0</b>	<b>1,1</b>	<b>43,0</b>
Bancaire	7,8	0,0	7,8
Divers	5,8	0,0	5,8
Moratoires	14,8	0,3	15,1
Marché Financier Régional	13,6	0,8	14,3
<b>Total Service de la Dette Publique</b>	<b>526,1</b>	<b>131,4</b>	<b>657,5</b>

### **3.1. Service de la dette publique extérieure en 2013**

Le service de la dette publique extérieure s'établit à 614,5 milliards de francs CFA, dont 1,1 milliard de francs CFA au titre de la dette garantie. Ce service a augmenté de 355,4 milliards de francs CFA par rapport à 2012 suite notamment au rachat partiel de l'Eurobond 2017. Cette opération a consisté au paiement d'un encours de 657,0 millions de Dollars américains à un prix de marché de 118%.

Ainsi, les paiements relatifs aux opérations envers le marché financier international s'élèvent à 412,4 milliards de francs CFA et représentent 67,1% du service global extérieur. Par rapport à l'année précédente, ce service a augmenté de 375,2 milliards de francs CFA.

Le service de la dette bilatérale s'établit à 28,6 milliards de francs CFA, soit 4,7% du total du service de la dette extérieure. Il a nettement diminué par rapport à l'année 2012 où il se situait à 46,4 milliards de francs CFA. Cette tendance est due à la baisse de 67,5% du service envers les pays membres du Club de Paris, consécutive à l'amortissement complet en décembre 2012 des engagements au titre du septième accord de consolidation.

Le service de la dette multilatérale est de 31,6 milliards de francs CFA, soit 5,1% du service de la dette publique extérieure. Ce service demeure relativement stable comparativement à son niveau de l'année précédente où il se situait à 31,3 milliards de francs CFA.

Le service de la dette commerciale se chiffre à 141,9 milliards de francs CFA, soit 23,1% du service extérieur. En 2012 ce service était de 144,2 milliards de francs CFA.

Dans l'ensemble, les remboursements et les paiements des charges sur la dette extérieure se sont effectués respectivement à hauteur de 78,8% et 21,2% du service extérieur total.

#### **3.1.1. Remboursement de la dette publique extérieure en 2013.**

Les remboursements en principal sur les emprunts extérieurs ont été effectués à hauteur de 484,2 milliards de francs CFA. Ces paiements se répartissent comme suit : 65,8% au titre de la dette de marché, 25,4% pour la dette commerciale, 5,4% pour la dette multilatérale et 3,4% pour la dette bilatérale. Ce service est en hausse de 159,2% par rapport à l'année 2012.

Les remboursements en principal sur les emprunts bilatéraux s'élèvent à 17,2 milliards de francs CFA. Les paiements effectués au titre des accords avec les créanciers membres du Club de Paris restent dominants avec 45,2%.

Les paiements en principal des emprunts multilatéraux s'établissent à 26,2 milliards de francs CFA. Les remboursements envers la Banque Africaine de Développement demeurent prépondérants avec 75,1%.

L'amortissement des prêts commerciaux se chiffre à 122,1 milliards de francs CFA, dont 64,0% consacrés aux crédits acheteurs et 36,0% aux crédits fournisseurs. La part des crédits fournisseurs qui était prépondérante en 2012 régresse suite notamment à la baisse de 50,6% des engagements envers les fournisseurs suisses et britanniques.

Les paiements en principal relatifs à la dette envers le marché financier international, qui étaient nuls en 2012, se situent à 318,7 milliards de francs CFA en 2013. Ils résultent du rachat anticipé de l'Eurobond 2017.

### **3.1.2. Paiement des charges de la dette publique extérieure en 2013**

Les charges relatives à la dette publique extérieure, commissions et frais divers compris, se chiffrent à 130,3 milliards de francs CFA en 2013, soit 21,2% du service extérieur total. Comparativement à l'année 2012, les charges de la dette extérieure ont augmenté de 80,2% en 2013. Cette hausse provient essentiellement des charges au titre de l'emprunt obligataire qui augmentent de 56,5 milliards de francs CFA.

Les charges de l'emprunt obligataire d'un montant de 93,7 milliards de francs CFA, représentent 71,9% du total des charges extérieures. Elles comprennent le coupon de 2013 pour un montant de 35,8 milliards de francs CFA et la prime de rachat de l'encours de l'Eurobond 2017 à hauteur de 57,9 milliards de francs CFA.

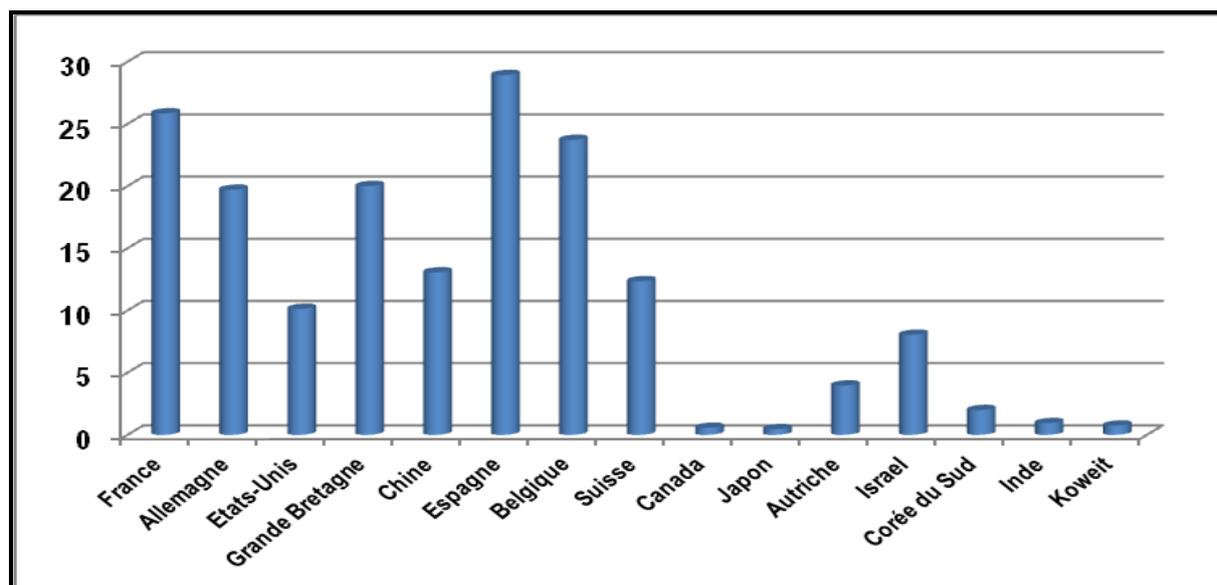
Les charges de la dette bilatérale s'élèvent à 11,4 milliards de francs CFA, soit 8,7% du total des charges extérieures. Elles comprennent 1,8 milliard de francs CFA d'intérêts au titre du huitième accord de réaménagement de dettes avec les pays membres du Club de Paris.

Les intérêts, commissions et frais sur la dette multilatérale se chiffrent à 5,4 milliards de francs CFA. Ils ont été payés à hauteur de 57,0% à la Banque Africaine de Développement et pour 33,4% à la Banque Islamique de Développement (BID). Ces charges représentent 4,2% du montant global des charges extérieures.

Les intérêts sur la dette commerciale s'établissent à 19,7 milliards de francs CFA, soit 15,2% du total des charges extérieures. Les intérêts payés au titre des crédits acheteurs et des crédits fournisseurs se chiffrent respectivement à 16,7 milliards de francs CFA et à 3,0 milliards de francs CFA.

Globalement, le service payé sur les prêts commerciaux et bilatéraux se chiffre à 170,5 milliards de francs CFA. Ces paiements sont essentiellement orientés vers les partenaires traditionnels du Gabon qui totalisent 130,6 milliards de francs CFA contre 141,1 milliards de francs CFA en 2012. L'Espagne concentre 17,0% des paiements, la France 15,2%, la Belgique 13,9%, la Grande Bretagne 11,7%, l'Allemagne 11,6%, et la Suisse 7,2%. Le montant restant se répartit entre les autres créanciers, notamment la Chine avec 7,7%, les Etats-Unis avec 5,9%, Israël avec 4,7% et l'Autriche avec 2,3%.

**GRAPHIQUE N°5 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2013  
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



Le service de la dette extérieure en 2013 a été réglé dans neuf (9) monnaies, à savoir l’Euro, le Dollar américain, le Yen, le Yuan Renminbi, le DTS, le Dinar Islamique, le Dinar Koweïtien, le Franc Suisse et le Franc CFA. Ce service a été payé à hauteur de 96,6% en Euro et en Dollar américain. Les règlements en Euro se sont chiffrés à 236,6 millions représentant 25,3% et les règlements en Dollar américain à 899,8 millions, soit 71,3%. Les paiements en Franc CFA se sont élevés à 10200 millions, ceux en IDI à 5,6 millions et ceux en Yuan Renminbi à 49,1 millions. Ils représentent respectivement 1,7%, 0,7% et 0,7% du total des règlements effectués au titre de la dette extérieure. Les autres devises représentent chacune moins de 0,3% du service extérieur payé.

**TABLEAU N°9 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2013**

*En Millions de Devises*

	Principal	Intérêts	Total
Euros	201,4	35,2	236,6
Dollars US	689,5	210,3	899,8
JPY	294,8	13,8	308,6
IDI	3,2	2,4	5,6
CNY	29,1	20,0	49,1
DTS	0,1	0,0	0,1
KWD	0,3	0,1	0,3
CHF	0,1	0,0	0,1
XAF	51 986,6	1 210,5	53 197,2

### 3.2. Service de la dette publique intérieure en 2013

Le service de la dette publique intérieure se chiffre à 43,0 milliards de francs CFA en 2013. Il enregistre une diminution de 36,5 milliards de francs CFA, soit 45,9% par rapport au service de l’année 2012. La baisse observée s’explique principalement par la prise en charge des passifs consolidés dont les remboursements sont majoritairement prévus pour 2014 et 2015. Ce traitement justifie la baisse du service au titre de la dette bancaire, de la dette moratoire et de la dette diverse constatée en 2013.

Le service au profit du secteur bancaire est de 7,8 milliards de francs CFA, soit 18,1% du total du service intérieur. Ce service baisse de 22,9 milliards de francs CFA par rapport à 2012, où il était de 30,7 milliards de francs CFA.

Les règlements de la dette moratoire s'élèvent à 15,1 milliards de francs CFA. Ils représentent 35,2% du total intérieur et sont en baisse de 8,7 milliards de francs CFA par rapport à 2012.

Le service au titre de la dette diverse s'établit à 5,8 milliards de francs CFA, soit 13,4% du service de la dette intérieure 2013. Il enregistre une baisse de 4,1 milliards de francs CFA par rapport à 2012.

Les paiements envers le marché financier régional sont de 14,3 milliards de francs CFA, soit 33,3% du service intérieur. Ces derniers connaissent une légère baisse de 0,8 milliard de francs CFA par rapport à l'année précédente.

Les remboursements de la dette intérieure représentent 97,5% du service intérieur et le paiement des charges d'intérêts 2,5%.

### **3.2.1. Remboursement de la dette publique intérieure en 2013**

L'amortissement de la dette publique intérieure s'élève en 2013 à 42,0 milliards de francs CFA. Il connaît une forte baisse de 46,2% comparativement à son niveau de l'année précédente.

Les paiements en principal au titre de la dette bancaire, de la dette moratoire et de la dette diverse s'élèvent respectivement à 7,8 milliards de francs CFA, 14,8 milliards de francs CFA et 5,8 milliards de francs CFA. Ces derniers représentent 18,5%, 35,3% et 13,8% du total de l'amortissement intérieur.

En ce qui concerne les remboursements de la dette envers le marché financier régional, ils se sont chiffrés à 13,6 milliards de francs CFA. Ils concentrent 32,4% des remboursements intérieurs en 2013. Ces derniers concernent uniquement l'emprunt obligataire 2007-2013, dont la dernière échéance est intervenue le 31 décembre 2013.

### **3.2.2. Paiement des charges de la dette publique intérieure en 2013**

Les charges de la dette intérieure qui s'établissent à 1,1 milliard de francs CFA, ont été exclusivement payées en faveur du marché financier régional et de la dette moratoire pour respectivement 0,8 milliard de francs CFA et 0,3 milliard de francs CFA.

Les intérêts intérieurs représentent 0,8% des intérêts payés au titre du service de la dette publique en 2013 contre 2,1% l'année précédente. Ces intérêts sont en baisse de 0,4 milliard de francs CFA par rapport à leur niveau de 2012, soit un montant de 1,5 milliard de francs CFA.

## 4 ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2013

Le stock de la dette publique s'élève à 2283,2 milliards de francs CFA à fin décembre 2013. Ce stock comprend 1,0 milliard de francs CFA de dettes garanties par l'Etat.

Le rythme de croissance annuelle de l'encours de la dette publique s'est fortement amplifié en 2013, passant de 2,3% en 2012 à 53,8%. Ce résultat est lié à la forte augmentation des engagements nets extérieurs et intérieurs portés par les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs ainsi que par le niveau des passifs conventionnés en 2013.

L'encours de la dette extérieure s'établit à 2039,0 milliards de francs CFA en 2013 contre 1427,1 milliards de francs CFA en 2012, soit une progression de 42,9%.

En ce qui concerne l'encours de la dette intérieure, il se chiffre à 244,2 milliards de francs CFA contre 57,0 milliards de francs CFA en 2012, soit une augmentation de 328,3%.

A fin 2013, le portefeuille de la dette publique reste largement dominé par les créances extérieures qui représentent 89,3% du total de l'encours contre 10,7% pour les créances intérieures. En dépit de la stabilité de la structure du portefeuille, la part de la dette intérieure progresse significativement par rapport à 2012 où elle se situait à 3,8%.

L'augmentation de la dette publique en 2013 concerne toutes les catégories de dettes à l'exception des engagements intérieurs au titre de la dette diverse.

TABLEAU N°10: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES A FIN 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	Montant
<b>Dettes Extérieures</b>	<b>2 039,0</b>
Bilatérale	461,8
Multilatérale	262,1
Commerciale	496,4
Marché Financier International	818,7
<b>Dettes Intérieures</b>	<b>244,2</b>
Bancaire	76,4
Diverse	14,5
Moratoires	83,8
Marché Financier Régional	69,5
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>2 283,2</b>

### 4.1 Encours de la dette publique par sources de dette à fin 2013

A fin décembre 2013, l'encours de la dette publique est constitué de 2039,0 milliards de francs CFA de dette extérieure et de 244,2 milliards de francs CFA de dette intérieure.

#### 4.1.1 Encours de la dette publique extérieure à fin 2013

La dette publique extérieure augmente de 42,9% par rapport à son niveau de l'année précédente où elle se situait à 1427,1 milliards de francs CFA. Cette hausse qui concerne toutes les catégories de dettes extérieures est portée majoritairement par celle envers le marché financier international.

L'encours de la dette envers le marché financier international s'élève à 818,7 milliards de francs CFA en 2013, soit 40,1% de la dette extérieure totale. En dépit de l'amortissement de trois quarts (3/4) du stock de l'encours de l'Eurobond 2017, la dette envers le marché financier international progresse de 88,6% par rapport à son niveau de 2012 où elle était de 434,1 milliards de francs CFA. Cette hausse s'explique par l'émission en décembre 2013 d'un nouvel emprunt obligataire d'une valeur de 1,5 milliard de dollar américain équivalant à 724,5 milliards de francs CFA.

Les dettes gouvernementales représentent 22,6% du total de la dette extérieure, soit un encours de 461,8 milliards de francs CFA. La dette bilatérale progresse de 32,3% par rapport à son niveau de l'année précédente, soit 349,0 milliards de francs CFA. Cette évolution significative est essentiellement due à la croissance de 49,5% des engagements envers la Chine et de 16,3% de la dette envers la France. L'encours de la dette bilatérale à fin 2013 est détenu par trois (3) partenaires à savoir, la Chine, la France et l'Allemagne avec respectivement 71,2%, 18,9% et 6,0%. Les 3,8% restants sont détenus par sept (7) autres pays partenaires. Enfin, la dette bilatérale comprend 47,4 milliards de francs CFA de dettes envers les pays membres du Club de Paris, soit 10,3% du stock total de cette catégorie de dette.

Le stock de la dette multilatérale d'un montant de 262,1 milliards de francs CFA, constitue 12,9% du total de la dette extérieure. Cet encours enregistre une hausse de 8,3% par rapport à son niveau de l'année précédente où il se situait à 242,0 milliards de francs CFA. Cette tendance résulte uniquement du doublement des engagements envers la Banque Islamique de Développement. Tout comme en 2011 et en 2012, la BAD reste le principal créancier avec un montant de 177,9 milliards de francs CFA, soit 67,9% du total de la dette multilatérale. Elle est suivie de la BID qui totalise 56,0 milliards de francs CFA, soit 21,4% du total de la dette envers les organismes multilatéraux, puis de la Banque Mondiale avec un encours de 15,5 milliards de francs CFA, soit 5,9% de l'encours multilatéral. Ces trois (3) créanciers concentrent 95,4% de la dette multilatérale. Les 4,6% restants se répartissent entre six (6) créanciers, notamment la Banque Européenne d'Investissement, la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale et le Fonds International pour le Développement Agricole.

L'encours de la dette commerciale se chiffre à 496,4 milliards de francs CFA et représente 24,3% de l'encours total extérieur. Comparativement à l'année 2012 où il s'élevait à 402,0 milliards de francs CFA, ce stock est en hausse de 23,5%. Cette augmentation s'explique essentiellement par la croissance des engagements nets envers les créanciers français, britanniques et autrichiens. La dette commerciale est dominée par les financements espagnols qui totalisent 24,8% des engagements commerciaux. Les

créanciers français, autrichiens, belges et britanniques concentrent respectivement 24,1%, 13,8%, 11,7% et 10,6% du stock de la dette commerciale. Ces cinq (5) pays concentrent 85,0% de l'encours de la dette commerciale. La part de l'encours restant, soit 15,0%, est due aux créanciers de cinq (5) autres pays, dont Israël et les Etats-Unis.

#### **4.1.2 Encours de la dette publique intérieure à fin 2013**

A fin 2013, l'encours de la dette publique intérieure se chiffre à 244,2 milliards de francs CFA. Ce stock est composé de 31,3% de dettes bancaires, de 34,3% de dettes moratoires, de 5,9% de dettes diverses et de 28,5% de dettes envers le marché régional. Le montant de la dette intérieure qui se chiffrait à 57,0 milliards de francs CFA en 2012, a plus que triplé en 2013 suite au niveau des émissions sur le marché financier et au montant des moratoires et passifs consolidés.

Le stock de la dette bancaire s'élève à 76,4 milliards de francs CFA. Il a augmenté de 71,4 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de l'année 2012. Cette forte hausse s'explique principalement par l'emprunt syndiqué contracté auprès de l'Association Professionnelle des Etablissements de Crédits pour un montant de 67,5 milliards de francs CFA et accessoirement par le rachat de créances détenues sur l'Etat par les opérateurs économiques.

Le stock des moratoires se chiffre à 83,8 milliards de francs CFA. Ce dernier enregistre une hausse de 61,4 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de l'année précédente du fait essentiellement de la consolidation des impayés sur les travaux et prestations diverses dus par l'Etat. Cette opération s'est élevée à un montant d'un peu plus de 70,0 milliards de francs CFA.

L'encours de la dette diverse s'établit à 14,5 milliards de francs CFA. Il enregistre une légère baisse de 1,5 milliard de francs CFA par rapport à 2012 où il se situait à 16,0 milliards de francs CFA. Ce recul est essentiellement dû à un niveau plus faible des reprises de passifs par l'Etat par rapport à ceux des années précédentes.

La dette envers le marché financier régional est de 69,5 milliards de francs CFA. Après l'amortissement complet en décembre 2013 de l'emprunt obligataire 2007-2013, cet encours est composé des émissions réalisées sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC en 2013. Il s'agit d'une Obligation du Trésor Assimilable d'un montant de 25,5 milliards de francs CFA et de quatre (4) Bons du Trésor Assimilables pour un montant global de 44,0 milliards de francs CFA.

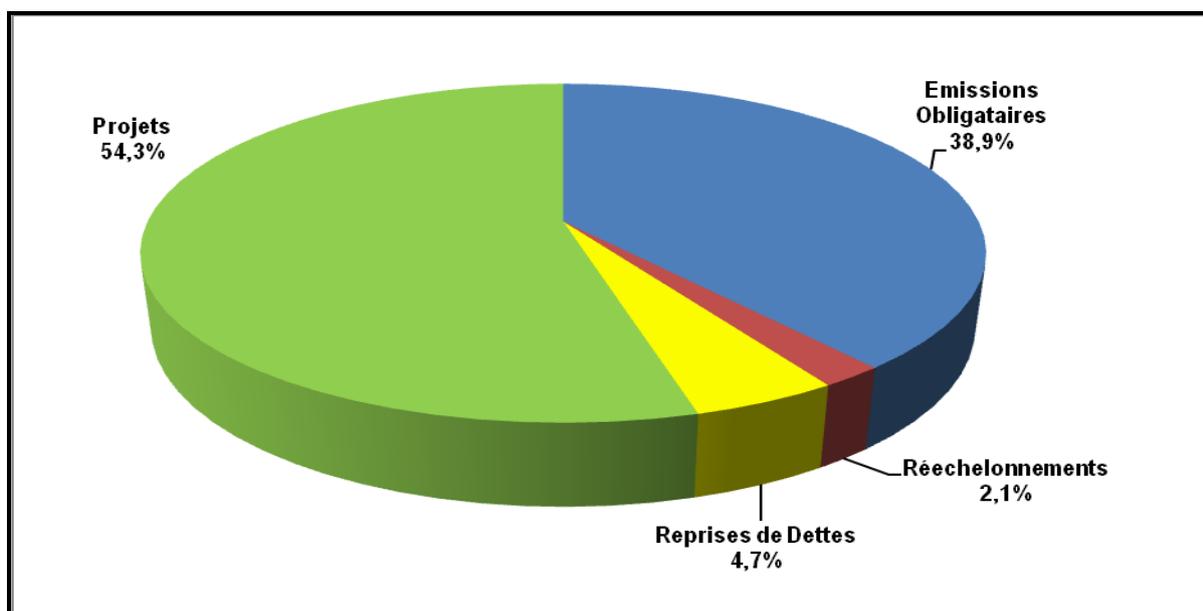
#### **4.2 Encours de la dette publique par affectations à fin 2013**

Le montant de l'encours de la dette publique affecté à la réalisation des projets se chiffre à 1239,7 milliards de francs CFA. Les opérations d'émissions d'emprunts obligataires concentrent 888,2 milliards de francs CFA du stock total de la dette. La dette rééchelonnée et les reprises de passifs s'élèvent respectivement à 47,4 milliards de francs CFA et à 108,0 milliards de francs CFA.

Les parts de la dette relatives aux projets et au rééchelonnement régressent, passant respectivement de 62,5% et 3,9% de la dette totale en 2012 à 54,3% et 2,1% en 2013. En revanche, les parts des émissions obligataires et des reprises de dettes progressent. Ainsi, le poids des emprunts obligataires dans l'encours total représente 38,9% en 2013 contre 30,2% en 2012 et celui des reprises de dettes s'établit à 4,7% en 2013 contre 3,4% en 2012.

Dans l'ensemble, l'encours hors projets se chiffre à 1043,5 milliards de francs CFA en 2013 contre 556,4 milliards de francs CFA en 2012. Sa part dans la dette totale passe ainsi de 37,5% en 2012 à 45,7% en 2013.

**GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS A FIN 2013  
(EN POURCENTAGE)**



#### 4.2.1 Encours de la dette publique par projets à fin 2013

L'encours de la dette publique par projets croît de 33,6% par rapport à son niveau de 2012 qui était de 927,6 milliards de francs CFA. Il se compose de quatre vingt-dix (90) projets regroupés en seize (16) secteurs d'activités, contre quatre vingt-sept (87) projets l'année précédente.

Les secteurs de l'électricité et eau, de la route et de la santé englobent 856,2 milliards de francs CFA, soit 69,1% du montant total de l'encours destiné aux financements de projets. En 2012, ils totalisaient 685,3 milliards de francs CFA, représentant 73,9% du total de l'encours affecté aux financements de projets.

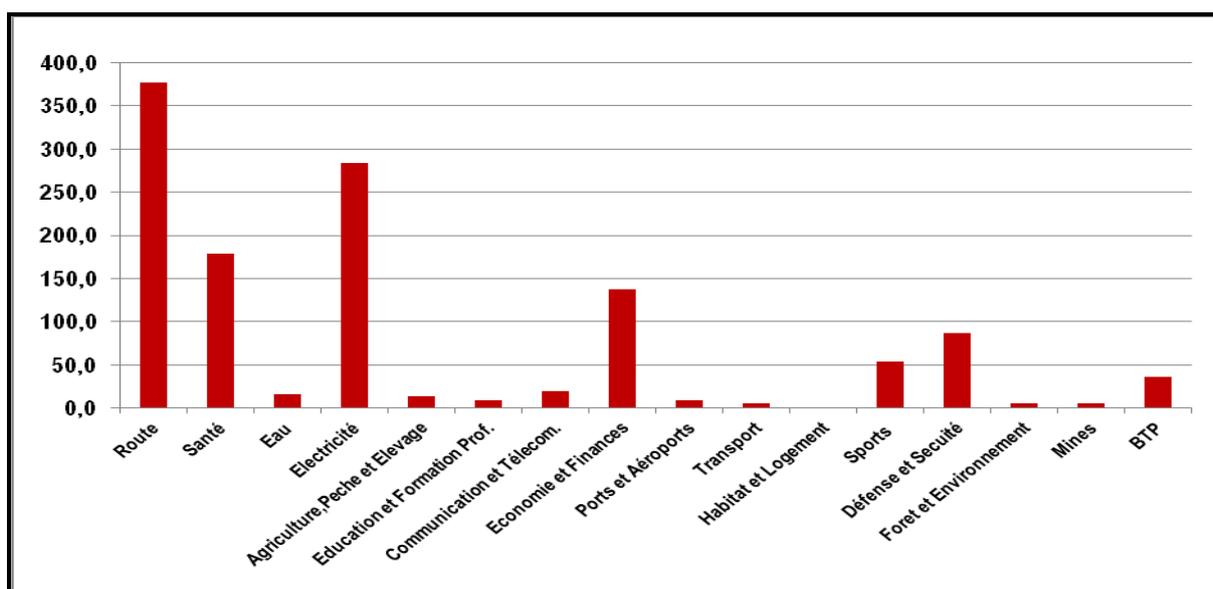
Les engagements du secteur de l'électricité et eau s'élèvent à 300,1 milliards de francs CFA et comprennent huit (8) projets. Le barrage Grand Poubara, la Centrale Electrique d'Owendo et la Sécurisation du Réseau Electrique de Libreville, avec respectivement 62,1%, 16,2 % et 8,9% du stock total des financements de ce secteur, en sont les principaux projets.

L'encours du secteur de la route qui se chiffre à 376,7 milliards de francs CFA, regroupe dix-sept (17) projets. Le Réaménagement de la Route PK 12-Bifoun, l'Aménagement de la Route Nationale 1, la Construction de la Route Port-Gentil-Omboué et la Réhabilitation de la Route Ndjolé-Medoumane représentent 78,4% du stock des engagements de ce secteur, avec respectivement 33,0%, 21,3%, 16,9% et 7,2%.

Les engagements envers le secteur de la santé d'un montant de 179,4 milliards de francs CFA rassemblent dix (10) projets. Le Centre Hospitalier Universitaire de Libreville, l'Hôpital Universitaire d'Owendo, l'Hôpital Général d'Angondjé et le Centre Hospitalier Universitaire Mères-Enfants en sont les principaux projets avec respectivement 23,5%, 20,3%, 20,2% et 14,8% de l'encours du secteur de la santé. Ces derniers englobent donc 78,7% du total de l'encours de ce secteur.

Les treize (13) secteurs restants concentrent 383,5 milliards de francs CFA de l'encours de la dette publique par projets, soit 30,9%, répartis en cinquante cinq (55) projets parmi lesquels l'Aménagement des Bassins Versants et des Eaux Fluviales de Libreville et de Port-Gentil, la Construction du Complexe Multisports Omar Bongo Ondimba et le développement de la Dorsale de Télécommunication en Afrique Centrale.

**GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2013 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



#### 4.2.2 Encours de la dette publique hors projets à fin 2013

Le stock de la dette publique non affecté à la réalisation de projets croît de 87,5% par rapport à son niveau de 2012 où il se chiffrait à 556,4 milliards de francs CFA. Il est composé en majorité d'émissions obligataires qui constituent 85,1% du total de cet encours, suivi des conventions de reprises de dettes qui concentrent 10,4% et des rééchelonnements de dettes représentant 4,5%.

L'encours des émissions obligataires est de 888,2 milliards de francs CFA. Il enregistre une hausse de 98,4% par rapport à son niveau de 2012. Ce montant comprend 69,5 milliards de francs CFA levés sur le marché financier régional affectés à l'équilibre du budget 2013, ensuite 103,9 milliards de francs CFA de l'encours restant de l'Eurobond

2017 ayant servi au rachat de la dette envers le Club de Paris et enfin 714,8 milliards de francs CFA du stock de l'Eurobond 2024 émis en 2013. Ce dernier a été affecté au remboursement partiel de l'Eurobond 2017 et au provisionnement à hauteur de 422,2 milliards de francs CFA d'une dotation pour l'accélération des travaux du Schéma Directeur National des Infrastructures.

Le stock des opérations de rééchelonnement, qui font essentiellement référence aux dettes consolidées auprès du Club de Paris, est de 47,4 milliards de francs CFA, en baisse de 17,8% comparativement au stock de 2012. Ce montant concerne l'encours du huitième Club de Paris.

En ce qui concerne l'encours des reprises de dette, il s'élève à 108,0 milliards de francs CFA, en hausse de 57,0 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de l'année dernière. Ce stock intègre notamment la reprise de la dette envers les fournisseurs du Centre Hospitalier Universitaire de Libreville, les arriérés de paiement des cotisations sociales des établissements à autonomie de gestion envers la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et les arriérés de consommation de l'Etat envers Gabon Telecom et la Société d'Energie et d'Eau du Gabon.

### **4.3 Encours de la dette publique par monnaies, maturités et taux d'intérêt à fin 2013**

Le portefeuille de la dette publique est majoritairement composé de monnaies à taux de change flottant, de prêts à taux d'intérêt fixe et de maturités de long terme.

En 2013, le niveau des engagements à taux de change fixe et celui des engagements à taux de change variable enregistrent une forte augmentation, soit respectivement 43,2% et 63,5%. Toutefois, comparé à l'année précédente, l'encours de la dette libellé à change fixe enregistre une hausse moins prononcée que celui libellé à change variable. En effet, en 2012, ces derniers progressaient respectivement de 3,3% et de 1,4%.

L'encours des engagements à taux d'intérêt fixe et celui des engagements à taux d'intérêt variable sont en hausse de respectivement 79,9% et 7,3% par rapport à leur niveau de 2012. Cependant, la croissance de l'encours de la dette à intérêt fixe progresse fortement après avoir enregistré un recul de 1,5% en 2012. Quant au stock de la dette à intérêt variable, sa croissance fléchit légèrement par rapport à son niveau de 2012 qui était de 9,8%. En définitive, le taux d'intérêt moyen du portefeuille de la dette publique baisse de 20 points de base par rapport à son niveau de 2012 qui était de 4,0%.

Après une stagnation autour de 7,8 ans en 2011 et 2012, la maturité moyenne du portefeuille de la dette publique progresse de 1,2 an. Elle demeure marquée par le poids des emprunts obligataires internationaux.

#### **4.3.1 Encours de la dette publique par monnaies à fin 2013**

Les engagements contractés dans des monnaies à taux de change variable se chiffrent à 1276,1 milliards de francs CFA en 2013, soit 55,9% du total de l'encours. Le

montant de l'encours libellé dans des monnaies à taux de change fixe est de 1007,1 milliards de francs CFA, soit 44,1% de l'encours global.

Les engagements à taux de change fixe restent largement libellés en Euro avec 75,3% contre 24,7% pour le Franc CFA. Toutefois, du fait de la forte progression de la dette intérieure, la part du Franc CFA dans l'encours de la dette à change fixe a gagné 15,0 points entre 2012 et 2013.

Dans le cas des prêts conclus dans les devises à taux de change flottant, l'importance des tirages en Dollar américain et en Yuan Renminbi justifie la stabilité de la structure de l'encours de la dette à change flottant par rapport à l'année précédente, dominée par ailleurs par ces deux (2) monnaies. Ainsi, les engagements en Dollar américain restent largement prépondérants avec 86,4%, suivis de ceux libellés en Yuan Renminbi avec 9,7% et de ceux exprimés en Dinar Islamique avec 3,4%. Les 0,5% restants de l'encours sont libellés dans d'autres monnaies à change flottant.

Globalement, la part de l'Euro et celle du Dollar américain représentent respectivement 33,2% et 48,3% de l'encours de la dette publique en 2013, soit un total de 81,5% contre 88,0% en 2012. Ce fléchissement est entièrement imputable à la baisse de la part de l'Euro qui perd 9,6 points. Le Franc CFA gagne significativement en importance avec 10,9% du total de la dette publique en 2013 contre 4,6% l'année précédente. Quant au Yuan Renminbi, sa part reste quasiment stable avec 5,4% en 2013 contre 4,9% l'année dernière. Le total de ces quatre (4) devises dans l'encours de la dette publique demeure stable autour de 97,5%.

Par ailleurs, en excluant l'emprunt obligataire émis en décembre 2013, la répartition de l'encours par monnaie serait modifiée. Les emprunts à taux de change fixe représenteraient environ deux tiers (2/3) de l'encours de la dette publique.

TABLEAU N°11 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES A FIN 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	<b>Montant</b>
Dollars Américains (USD)	1 102,8
Euros (EUR)	758,5
Dinars Koweïtiens (KWD)	1,7
Yuans Renminbi (CNY)	123,5
Dinars Islamiques (IDI)	43,9
Yens japonais (JPY)	3,1
Francs CFA (XAF)	248,5
Autres	1,1
<b>Total Encours</b>	<b>2 283,2</b>

#### 4.3.2 Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2013

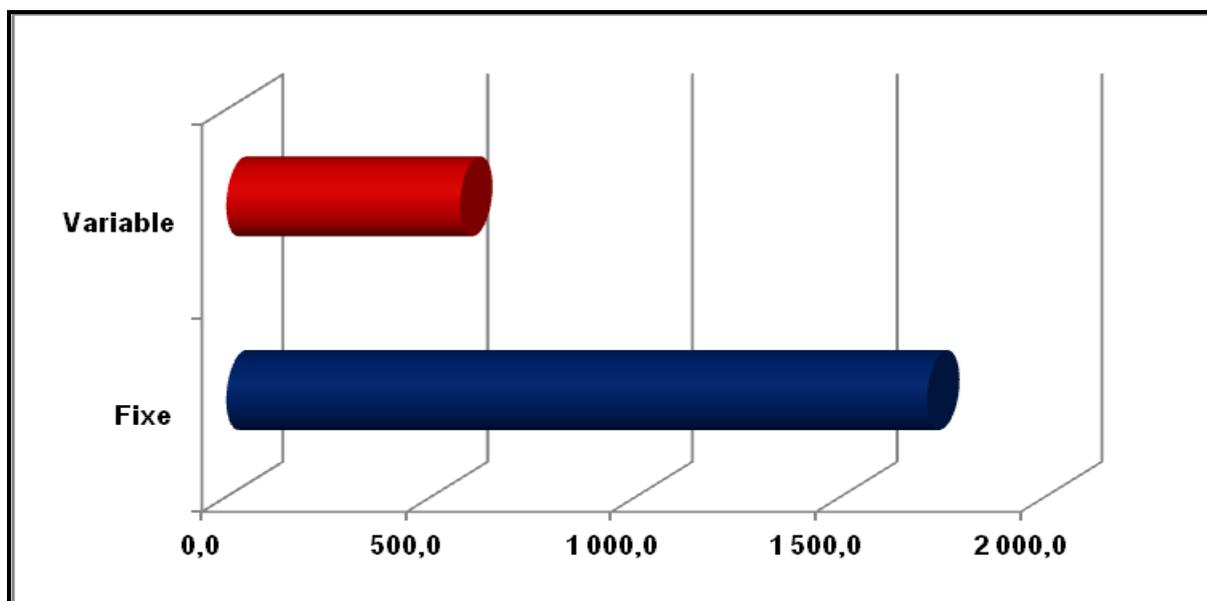
Le stock de la dette publique en 2013 se compose de 1711,9 milliards de francs CFA d'emprunts à taux d'intérêt fixe et de 571,3 milliards de francs CFA d'emprunts à taux d'intérêt variable. L'encours de la dette publique à taux fixe connaît une forte

croissance de 79,9% en 2013 alors qu'il baissait de 1,5% en 2012. Quant à la dette à taux variable, elle enregistre une nouvelle hausse de 7,3% en 2013 après celle de 9,8% en 2012.

Suite à la forte croissance des engagements à taux d'intérêt fixe qui s'explique en grande partie par les opérations menées sur les marchés financiers régionaux et internationaux, la part de la dette à intérêt fixe dans l'encours global s'établit à 75,0% en 2013 contre 64,1% en 2012. Au demeurant, en excluant les bons et les obligations émis en 2013, l'encours de la dette publique reste dominé par les prêts à taux d'intérêt fixe mais, ceux-ci ne représentent plus que 61,9% du stock contre 38,1% pour les prêts à taux variable.

La part du stock de la dette à taux variable passe de 35,9% en 2012 à 25,0% en 2013, ce en dépit de l'augmentation du niveau de ces engagements. L'encours de la dette à taux d'intérêt flottant est largement dominé par les engagements conclus aux taux Euribor. Ces derniers concentrent 83,8% du stock des prêts à taux d'intérêt variable avec 71,5% pour l'Euribor à 6 mois et 12,2% pour l'Euribor à 3 mois. Les prêts contractés sur la base du Libor américain représentent 12,9% de l'encours de la dette à taux d'intérêt variable, avec une prédominance du Libor à 6 mois correspondant à 86,8% du stock des engagements en Dollar américain.

**GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURES DE TAUX D'INTERET EN 2013  
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



Sur la base des niveaux des taux d'intérêt variable constatés au 31 décembre 2013 et des prêts à taux fixe comptabilisés, le taux d'intérêt moyen du portefeuille de la dette publique s'établit à 3,8%.

Les prêts dont le taux d'intérêt est inférieur à 3,0% se chiffrent à 1143,7 milliards de francs CFA et représentent 50,1% du stock global. Les prêts ne portant pas d'intérêts se chiffrent à 298,7 milliards de francs CFA, soit 13,1% de l'encours global. Ce stock est constitué de conventions de reprises de passifs au titre de la dette intérieure et essentiellement de crédits fournisseurs divers et de prêts consentis par la Banque de Chine

pour la dette extérieure. Quant aux engagements portant intérêts pour des taux inférieurs à 3,0%, ils totalisent 845,0 milliards de francs CFA. Ils sont en grande partie composés des prêts d'Aide Publique au Développement et envers les organismes multilatéraux.

Les engagements dont le taux d'intérêt se situe entre 3,0% et 6% s'élèvent à 317,3 milliards de francs CFA, soit 13,9% du stock de la dette publique. Ils concernent essentiellement, sur le plan extérieur, les créances commerciales et sur le plan intérieur, les engagements vis-à-vis du système bancaire et les émissions sur le marché financier régional.

Les emprunts ayant un taux d'intérêt compris entre 6,0% et 10% s'établissent à 822,2 milliards de francs CFA, soit 36,0% du portefeuille de la dette publique. Ils sont constitués des émissions obligataires émises sur le marché international et d'une part infime de crédits commerciaux.

En définitive, la concentration des taux d'intérêt de l'encours en deçà de 5,0% s'explique par le maintien à des niveaux très bas des principaux taux d'intérêt de base suite à la politique monétaire accommodante menée notamment par les principales banques centrales occidentales depuis 2009.

TABLEAU N°12 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAUX DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	Montant
0%	298,7
0,0 à 3%	845,0
3,0 à 6%	317,3
6,0 à 10%	822,2
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>2 283,2</b>

### 4.3.3 Encours de la dette publique par maturités à fin 2013

A fin 2013, le portefeuille de la dette publique a une maturité moyenne de 9,0 ans contre 7,8 ans en 2012. Cette maturité est essentiellement tirée par celle des emprunts extérieurs qui est de 9,9 ans contre 1,9 an pour les emprunts intérieurs.

La maturité moyenne des emprunts extérieurs est portée par la durée moyenne de remboursement des prêts contractés auprès du marché financier et notamment par celle de l'emprunt obligataire émis en décembre 2013 dont la maturité est de 11 ans. Toutefois, les maturités moyennes des prêts bilatéraux et multilatéraux se situent bien au-dessus de la maturité moyenne de la dette extérieure, soit respectivement 13,2 ans et 11,3 ans. Quant à la maturité moyenne de la dette commerciale, elle est la moins longue du portefeuille extérieur avec 5,7 ans.

Les emprunts ayant une durée restante comprise entre 0 et 5 ans s'élèvent à 634,4 milliards de francs CFA et constituent 27,8% du portefeuille de la dette publique. Ces derniers sont influencés par la dette commerciale, la dette intérieure et accessoirement par

l'emprunt obligataire international Gabon 2007-2017 dont la maturité restante est de 4,0 ans.

L'encours des conventions dont la maturité restante se situe entre 5,0 et 10 ans s'établit à 369,5 milliards de francs CFA et représente 16,2% du stock de la dette. Ces prêts se composent de créances commerciales, bilatérales et multilatérales.

Les prêts dont la maturité restante est comprise entre 10,0 et 20 ans se chiffrent à 1210,3 milliards de francs CFA. Ils sont les plus importants et représentent 53,0% de l'encours global. Ces prêts sont constitués à 59,1% de l'emprunt obligataire émis en décembre 2013 et à 40,9% de créances bilatérales et multilatérales.

Pour ce qui est des engagements de durée supérieure à 20 ans, ils sont relativement marginaux avec un montant de 68,9 milliards de francs CFA, soit 3,0% de l'encours global. Ces derniers comprennent essentiellement des prêts d'Aide Publique au Développement et ceux des guichets concessionnels des organismes multilatéraux.

TABLEAU N°13 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2013  
*En Milliards de Francs CFA*

	Montant
0 à 2ans	160,2
2,0 à 5 ans	474,2
5,0 à 10 ans	369,5
10,0 à 20 ans	1 210,3
Plus de 20 ans	68,9
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>2 283,2</b>

## CONCLUSION

L'exécution de la dette publique en 2013 a été marquée par le retour du Gabon, après cinq (5) ans, sur les marchés financiers. Cela s'est traduit par la levée de la plus grosse émission obligataire internationale d'un pays africain subsaharien à l'exception de l'Afrique du Sud et par les opérations de gestion active de son portefeuille.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la stratégie d'endettement public en 2013, les emprunts contractés se sont élevés à 1368,1 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation appréciable de 85,6% par rapport à la prévision. Ces nouveaux engagements ont en définitive été conclus à hauteur de 58,0% sur les marchés financiers et affectés pour 31,3% aux opérations d'équilibre du budget 2013 et pour 68,7% à la réalisation de projets d'investissements. Cette affectation est en phase avec la politique de soutien à l'économie et de promotion des secteurs sociaux menée par les Autorités.

Les termes des nouveaux emprunts en 2013 sont meilleurs que ceux prescrits par la stratégie. Ainsi, la maturité moyenne et le différé moyen se sont établis respectivement à 11,9 ans et 6,4 ans. Le taux d'intérêt moyen est ressorti à 4,7%. Quant à la composition de ce portefeuille, il renferme deux tiers (2/3) d'engagements à taux de change flottant, dont 77,1% en Dollar américain et 84,9% d'engagements à taux d'intérêt fixe.

Les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs ont totalisé 1131,2 milliards de francs CFA, ce qui représente un taux de mobilisation de 87,4%. Cette performance est consécutive aux bons résultats obtenus sur les prêt-projets, mobilisés à 90,7% et sur les emprunts d'équilibre réalisés à hauteur de 86,4%. Les tirages sur prêt-projets ont été enregistrés auprès des bailleurs bilatéraux, multilatéraux et commerciaux pour respectivement 41,0%, 7,7% et 51,3%. Les décaissements sur les emprunts d'équilibre ont été effectués pour 92,2% sur les marchés financiers et pour 7,8% sur le système bancaire local. En définitive, les tirages sur les prêt-projets ont été majoritairement affectés à la réalisation de projets d'infrastructures conformément à la politique de développement mise en œuvre par le Gouvernement. En effet, la réalisation de projets d'infrastructure absorbe 94,3% des tirages sur les financements de prêt-projets.

Au final, en dépit du niveau élevé des décaissements, l'exécution de la stratégie d'endettement 2013 a permis de contenir le niveau d'endettement du pays en deçà des seuils stratégiques. Le taux d'endettement s'est établi à 27,1% contre un plafond fixé à 35,0%. La pression du service de la dette sur les recettes budgétaires s'est située à 24,1% contre un seuil limite de 25,0%. Quant à la charge de la dette sur les recettes budgétaires, elle a été de 4,3%.

Le service de la dette publique s'est chiffré à 657,5 milliards de francs CFA, dont 526,1 milliards de francs CFA dus au titre du principal et 131,4 milliards de francs CFA d'intérêts, commissions et frais divers. Les engagements extérieur et intérieur se sont établis respectivement à 614,5 milliards de francs CFA et 43,0 milliards de francs CFA, soit 93,5% et 6,5% du service total.

En 2013, l'encours de la dette publique a totalisé 2283,2 milliards de francs CFA, dont 2039,0 milliards de francs CFA de dette extérieure et 244,2 milliards de francs CFA au titre de la dette intérieure. Le stock de la dette publique comprend 44,1% d'engagements à taux de change fixe et 55,9% d'engagements à taux de change flottant. Les prêts à taux d'intérêt fixe représentent 75,0% du total de l'encours et ceux à taux d'intérêt variable 25,0%. Quant à la maturité moyenne du portefeuille de la dette publique, elle est de 9,0 ans dont 9,9 ans pour les engagements extérieurs et 1,9 an pour la dette intérieure. Le taux d'intérêt moyen de la dette publique au 31 décembre s'est établi à 3,8%. Les caractéristiques de l'encours de la dette publique sont significativement influencées par celles de l'Eurobond émis en 2013.

Globalement, l'exécution de la dette la dette publique en 2013 montre qu'en dépit du passage d'une politique de gestion prudente des nouveaux engagements à un recours plus important des ressources d'emprunt, marquée par une présence active sur les marchés financiers régional et international, les indicateurs d'endettement, bien qu'en progression, ont été maintenu en deçà des limites de gestion prudentielle. Ce résultat, qui a été atteint grâce au respect scrupuleux des indications stratégiques, impose à la lumière du changement d'orientation sur le recours au financement par l'emprunt et de l'inversion du trend des ratios d'endettement de :

- clarifier davantage les orientations de la stratégie annuelle d'endettement, notamment en précisant la répartition du plafond des nouveaux emprunts par sources et types de dette ainsi que par instruments à taux fixes et à taux variables ;
- accorder une attention particulière à l'arbitrage entre les instruments à taux variables lors de la mise en œuvre de la stratégie d'endettement, afin de maintenir les niveaux de risque à leurs indications stratégiques ;
- suivre minutieusement la mise en œuvre de la stratégie d'endettement par des rapports trimestriels permettant de procéder aux corrections de toutes les déviations dont la persistance pourrait impacter négativement à court, moyen et long terme l'évolution des ratios de coût et risque du portefeuille de dettes.

## **ANALYSE THEMATIQUE : EMPRUNT OBLIGATAIRE DE LA REPUBLIQUE GABONAISE EN 2013 SUR LES MARCHES FINANCIERS INTERNATIONAUX « THE GABONESE REPUBLIC US\$ 1,500,000,000 6.375% AMORTIZING NOTES DUE 2024 ».**

L'émission d'une nouvelle ligne obligataire en Dollar américain par le Gabon sur les marchés financiers internationaux a été autorisée par le Parlement dans le cadre de l'adoption de la Loi de Finances Rectificative 2013.

Cette opération visait un triple objectif. Il s'agissait en premier lieu d'émettre une nouvelle ligne obligataire aux caractéristiques plus conformes à la qualité de la signature du Gabon. En effet, l'émission obligataire Gabon 2017, dont le produit constituait la principale source de financement de l'accord de prépaiement de la dette envers le Club de Paris, ayant été réalisé à fin 2007 dans un contexte de début de crise financière, son coupon est ressorti à 8,2%. Les conditions de marché étant revenues à la normale, plusieurs émissions de pays africains ayant une note souveraine inférieure ou égale à celle du Gabon ont été réalisées avec un coupon inférieur de deux (2) à trois (3) points par rapport à celui de l'obligation Gabon 2017. Cette situation s'est traduite sur le marché secondaire par une distorsion sur le prix de l'obligation 2017 qui ne reflétait plus le niveau de risque du Gabon et rendait par ailleurs inopérant toute stratégie de gestion active de ce titre, leurs détenteurs affichant au regard de son rendement une nette préférence pour la conservation de ce dernier.

Le second objectif de l'opération visait à mettre en œuvre des mesures de gestion active de la dette. Ces dernières consistaient à sortir la ligne Gabon 2017 du marché et à dégager si possible des ressources additionnelles devant contribuer à la mise en œuvre du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI) 2012-2016, approuvé par le Conseil d'Orientation de l'Agence Nationale des Grands Travaux (ANGT), le 6 février 2012. Ainsi, grâce à la mobilisation d'un montant de 165,2 millions de dollars américains provenant du compte d'amortissement ouvert en 2007 dans les livres de la Banque Mondiale et à l'opération d'échange avec la nouvelle ligne obligataire Gabon 2024 à hauteur de 610,0 millions de dollars américains, l'encours de l'obligation Gabon 2017 a été réduite de 75,1% pour s'établir à 217,6 millions de dollars américains. De même, des ressources supplémentaires d'un montant de 888,9 millions de dollars américains ont été dégagées au bénéfice du SDNI.

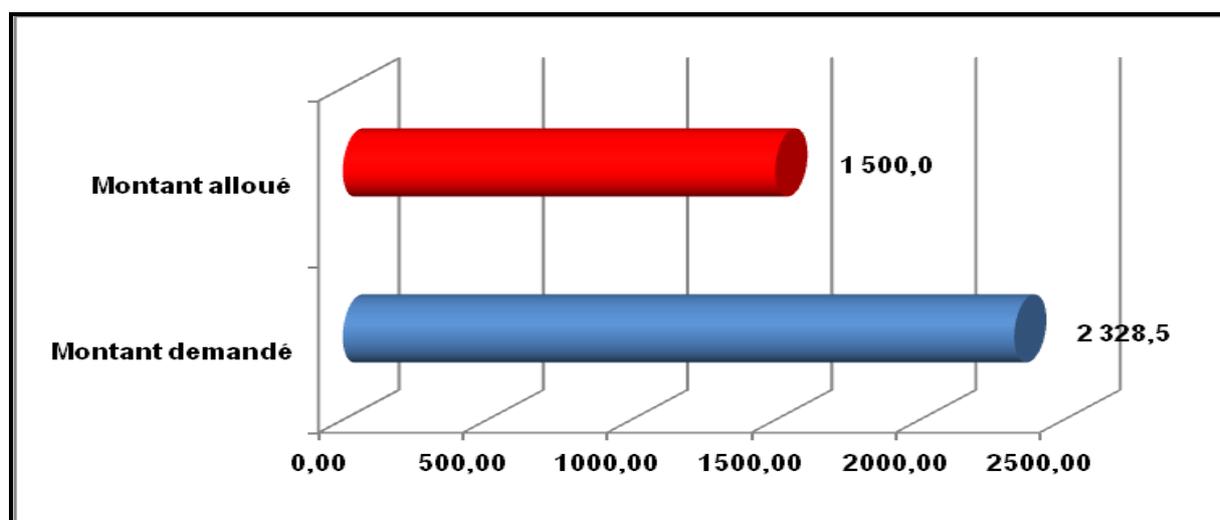
Il est important de préciser, dans le cadre de la gestion active des obligations internationales du Gabon, le rôle joué par le compte d'amortissement ouvert auprès du département de la trésorerie de la Banque Mondiale. En effet, à l'émission en 2007 de l'obligation Gabon 2017, il a été adopté le mécanisme d'un compte séquestre rémunéré qui servirait aux opérations de désendettement sur le marché secondaire. Ce compte bénéficie d'une dotation annuelle de 50 millions de dollars américains. Les provisions constituées avant l'émission obligataire de 2013 avaient permis, sur les années antérieures, de ramener l'encours de l'obligation Gabon 2017 de 1 milliard de dollars américains à 874,6 millions de dollars américains. L'utilisation du solde de ce compte à la veille de l'émission de l'obligation Gabon 2024 a permis de lancer l'opération de gestion active de

la dette évoquée précédemment par une demande de rachat cash des obligations Gabon 2017. Les offres y relatives ont culminées à 267% des capacités contributives du compte séquestre, soit les 165,2 millions de dollars évoqués précédemment sur le rachat de l'obligation Gabon 2017.

Enfin, par cette opération, le Gouvernement a matérialisé son choix stratégique visant à recourir aux ressources issues des marchés financiers au même titre que l'accès aux sources de financement bilatérales, multilatérales et commerciales. En effet, la longue absence de quasiment six (6) ans du Gabon sur les marchés financiers devenait préjudiciable alors même que l'évolution du prix de l'obligation Gabon 2017 montrait la relative confiance des investisseurs pour le profil du Gabon. De même, les conditions de marché attractives, notamment la liquidité abondante sur le compartiment des émissions obligataires des pays émergents facilitaient l'accès au marché à un coût intéressant.

Pour conduire cette opération, la République Gabonaise s'est adjoint les services d'un conseiller financier, Lazard Frères, d'un conseiller juridique, le cabinet White&Case et de trois (3) banques co-chef de file du syndicat de placement, à savoir Citigroup, Deutsche Bank et Standard Chartered Bank.

**GRAPHIQUE N°9 : REPARTITION DES OFFRES ET ALLOCATIONS DE L'OBLIGATION GABON 2024  
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMERICAINS)**



En définitive, la nouvelle ligne obligataire du Gabon a été émise courant décembre 2013 après une vaste campagne de communication. Ses caractéristiques et son livre d'ordres montrent l'intérêt qu'a suscité cette opération auprès des acteurs du marché.

### **1. Présentation de l'opération**

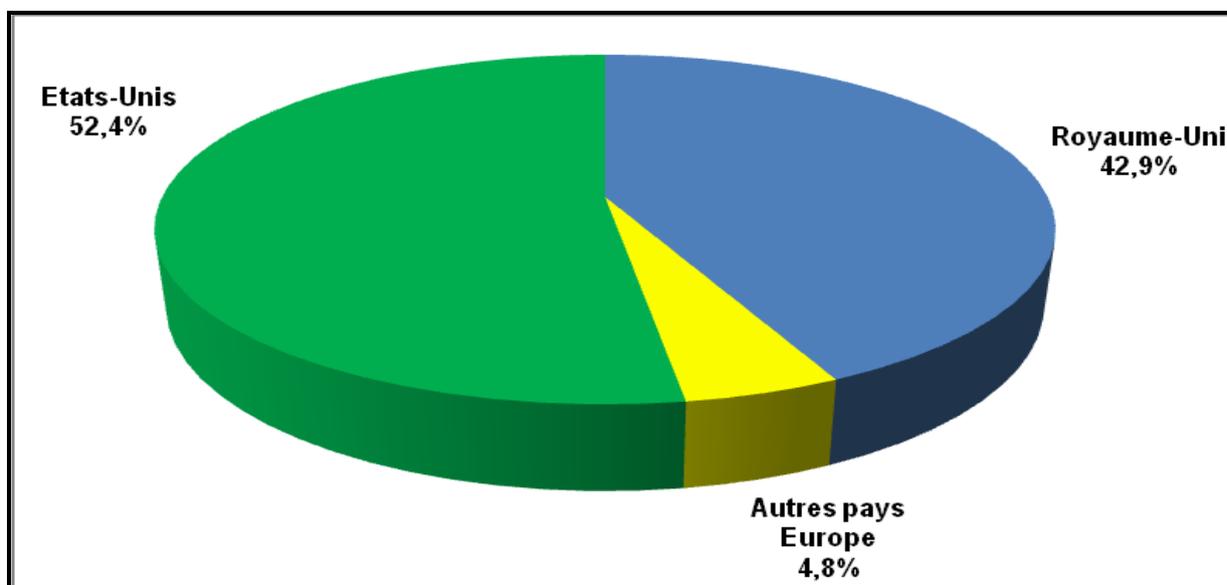
Le lancement de l'opération de l'émission obligataire Gabon 2024 a nécessité une vaste campagne de communication (road show) auprès des investisseurs européens et américains et a abouti à la levée d'un montant de 1500 millions de dollars américains sur les marchés financiers internationaux.

## 1.1 Campagne de communication

La délégation gabonaise conduite par le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable et le Ministre de l'Industrie et des Mines a, conformément aux procédures prévalant lors des emprunts obligataires internationaux, entrepris le 27 novembre 2013 un road show international de six (6) jours au cours duquel elle a rencontré les principaux investisseurs installés aux Etats-Unis et en Europe.

Durant ces rencontres, les autorités gabonaises ont présenté aux investisseurs un aperçu de l'économie gabonaise basé sur les performances récentes en matière de croissance, notamment dans le secteur hors pétrole, de finances publiques et de gestion de la dette et sur le Plan Stratégique Gabon Emergent 2025, particulièrement en ce qui concerne son volet infrastructures, les mesures d'amélioration de l'environnement des affaires et la promotion d'un système éducatif et de formation professionnelle adéquat.

**GRAPHIQUE N°10 : REPARTITION DES PARTICIPANTS AU ROAD SHOW PAR PAYS (EN POURCENTAGE)**



Etant donné l'importance des enjeux, la délégation gabonaise a privilégié autant que possible les rencontres en groupe restreints. Ainsi, sur les trente-deux (32) rencontres organisées avec les investisseurs, trente (30) ont pris la forme de discussions bilatérales et deux (2) ont été organisées sous la forme de déjeuners d'affaires. Au cours de ces rencontres, la délégation gabonaise a échangé en tête-à-tête avec trente (30) investisseurs et en séances de groupe lors de déjeuners d'affaires avec douze (12) investisseurs, soit un total de quarante-deux (42) participants.

Les escales de la campagne européenne ont été Londres, Munich et Amsterdam. Au cours de celles-ci, quinze (15) rencontres ont été organisées avec les investisseurs dont onze (11) au Royaume-Uni. Ce sont au total quatorze (14) discussions bilatérales qui ont été tenues en Europe, dont dix (10) au Royaume-Uni. L'unique déjeuner d'affaires programmé en Europe s'est déroulé au Royaume-Uni. Durant ces entrevues, la partie gabonaise a échangé avec vingt (20) investisseurs. Les discussions ont été bilatérales avec quatorze (14) d'entre eux parmi lesquels douze (12) installés au Royaume-Uni. Pour les six

(6) investisseurs restants, les échanges ont été réalisés sous la forme de séances de groupe lors de déjeuners d'affaires.

Aux Etats-Unis, la campagne a été menée à San Francisco, Los Angeles, New York et Boston. Un total de dix-sept (17) rencontres a été organisé sur le territoire américain dont seize (16) sous la forme de discussions bilatérales et une (1) organisée en déjeuner d'affaires. Durant ces entretiens, les autorités gabonaises se sont entretenues en tête-à-tête avec seize (16) investisseurs et en séances de groupe lors de déjeuners d'affaires avec six (6) investisseurs, soit un total de vingt-deux (22) participants.

## 1.2 Les résultats de l'émission

C'est le 4 décembre 2013 à 9 heures (heure de Londres) que le prix initial de l'offre, qui sert d'indicateur pour les investisseurs, a été communiqué au marché et que le carnet d'ordres permettant d'enregistrer les offres d'achat a été officiellement ouvert. L'offre initiale portait sur un coupon se situant à 6,5% avec une fourchette de +/- 12,5 points de base.

Les résultats de l'offre d'échange et de l'offre publique d'achat ont été communiqués le 5 décembre 2013 à 9 heures (heure de Londres) et, c'est précisément à 14 heures 15 minutes (heure de Londres) que la transaction a été opérée.

TABLEAU N°14 : CARACTERISTIQUES DE L'EUROBOND EMIS EN 2013

Format	RegS / 144a
Valeur Faciale du Titre (En \$US)	200 000
Rang	Senior, Non Couvert
Montant de l'Echange (En Millions \$US)	610
Montant Cash (En Millions \$US)	890
Total Levé (En Millions \$US)	1 500
Maturité	2 024
Règlement	Trois annuités constantes (2022, 2023 et 2024)
Taux du Coupon	6,375
Cotation	ISE (Irish Stock Exchange)

Ainsi, par cette émission réalisée au pair, c'est un montant de 1500 millions de dollars américains qui a été levé à hauteur de 610,0 millions de dollars américains par échange avec l'obligation Gabon 2017 à un prix de 118% et par offre d'achat pour un montant de 890,0 millions de dollars américains. La valeur faciale de cette nouvelle obligation est de 200 000 dollars américains. Cette obligation est par conséquent plus sélective que l'obligation émise en 2007 dont la valeur faciale est de 100 000 dollars américains.

Les nouveaux titres émis sont assortis d'une maturité de onze (11) ans légèrement supérieure à celle des titres émis par le Gabon en 2007 qui était de dix (10) ans. Quant aux modalités de remboursement, l'obligation Gabon 2024 est amortissable en tranches égales

sur les trois (3) dernières années tandis que l'obligation Gabon 2017 est remboursable à maturité (in fine).

Le nouveau titre Gabon 2024 est ressorti avec un coupon à 6,375% correspondant à une prime de risque de 351,6 points de base par rapport au taux de référence. Ces conditions sont nettement meilleures que celles obtenues en 2007, soit une prime de risque de 395 points de base et un coupon à 8,2%.

Comme pour l'obligation Gabon 2017, Citibank N.A London est en charge du règlement des opérations relatives à la nouvelle obligation Gabon 2024. En revanche, ces nouveaux titres de dette sont cotés sur le marché régulé de la bourse de Dublin (Irish Stock Exchange) alors que ceux émis en 2007 s'échangent sur la bourse de Londres (London Stock Exchange).

## **2. Analyse du livre d'ordres**

Les souscriptions à l'obligation Gabon 2024 ont pris la forme d'une offre d'échange avec le titre Gabon 2017 et d'une offre d'achat cash du nouveau titre. Ces souscriptions se sont élevées à 2328,5 millions de dollars américains composés à hauteur de 73,6% de demandes d'échange et de 26,4% de demandes d'achat cash. Sur le montant global levé de 1500 millions de dollars américains, les opérations d'échange et d'achat cash ont concentré respectivement 40,7% et 59,3% des offres présentées. En définitive, les offres soumises ont été servies à hauteur de 64,4%, soit 26,2% au titre des opérations d'échange et 38,2% pour les opérations d'achat cash.

Au total le livre d'ordres a enregistré trois cent cinquante (350) commandes parmi lesquelles deux cent quatre vingt dix-neuf (299) ont été satisfaites. Les ordres en dessous de 20 millions de dollars américains ont été de trois cent seize (316), représentant globalement 850,3 millions de dollars américains. Ils ont été deux cent soixante-cinq (265) à être servi, soit un montant de 617,6 millions de dollars américains. Les instructions comprises entre 20 millions et 50 millions de dollars américains ont été au nombre de vingt-trois (23) totalisant 675,9 millions de dollars américains. Ces dernières ont été satisfaites à hauteur de 403,8 millions de dollars américains correspondant à vingt-trois (23) instructions. Les onze (11) ordres restants de plus de 50 millions de dollars américains ont entièrement été traités et se chiffrent globalement à 802,3 millions de dollars américains. Ils ont été servis à hauteur de 478,6 millions de dollars américains.

Les ordres ont afflués en provenance de vingt (20) pays. Les investisseurs résidant aux Etats-Unis, avec une commande de 1047,3 millions de dollars américains, soit 45,0% des soumissions, ont été les plus actifs. Ces derniers ont été servis à hauteur de 64,0%. Les investisseurs du Royaume-Uni occupent la seconde place du carnet d'ordres avec 763,9 millions de dollars américains, soit 32,8% des demandes. Ces dernières ont enregistré un taux de satisfaction de 68,4%. Les demandes émanant des autres pays européens ont cumulé à 388,8 millions de dollars américains et ont été satisfaites à hauteur de 69,3%. Enfin, les ordres provenant du reste du monde ont totalisé 128,5 millions de dollars américains dont 20,0 millions de dollars américains pour l'Afrique. Ces

demandes qui représentent 5,5% du carnet d'ordres, ont été allouées à hauteur de 38,7 millions de dollars américains. Les demandes provenant de l'Afrique ont été honorées à hauteur de 60,0%.

	Ordre Demandé		Ordre Alloué	
	Nombre En Unités	Montant En Millions \$US	Nombre En Unités	Montant En Millions \$US
Moins de 20 Millions	316,0	850,3	265,0	617,6
20 à 50 Millions	23,0	675,9	23,0	403,8
50,0 à 75 Millions	6,0	360,7	6,0	249,5
Plus de 75 Millions	5,0	441,6	5,0	229,1
<b>Total</b>	<b>350,0</b>	<b>2328,5</b>	<b>299,0</b>	<b>1500,0</b>

## 2.1. L'opération d'échange

Les souscriptions à l'obligation Gabon 2024 ont pris la forme d'une offre d'échange avec le titre Gabon 2017 pour un montant de 614,4 millions de dollars américains. Ces ordres ont été servis pour un montant de 610,0 millions de dollars américains, ce qui correspond à un taux de satisfaction de 99,3%.

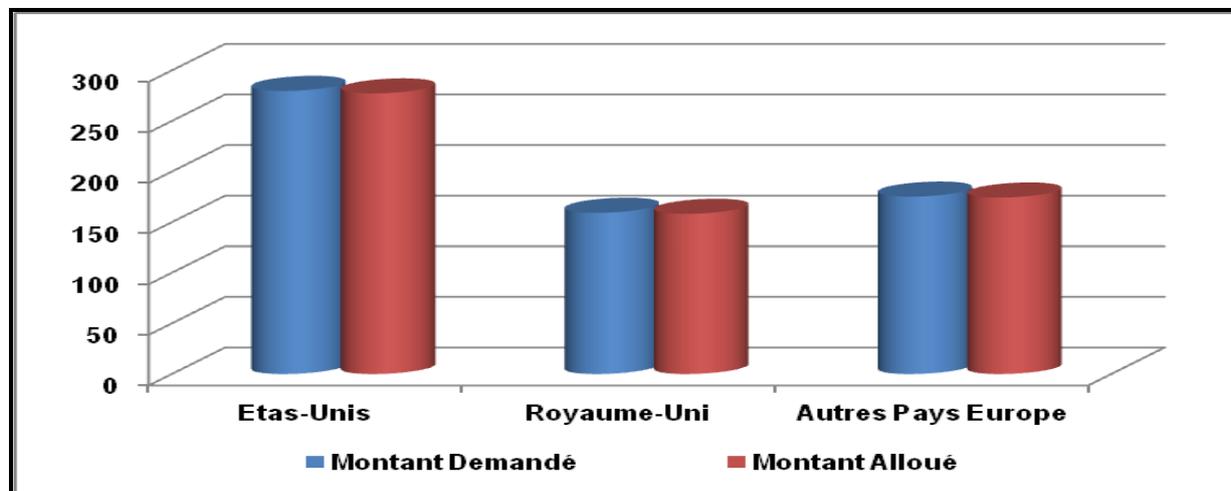
	Ordre Demandé		Ordre Alloué	
	Nombre En Unités	Montant En Millions \$US	Nombre En Unités	Montant En Millions \$US
Moins de 20 Millions	253,0	415,1	202,0	410,7
20 à 50 Millions	5,0	132,7	5,0	132,7
50,0 à 75 Millions	0,0	0,0	0,0	0,0
Plus de 75 Millions	1,0	66,6	1,0	66,6
<b>Total</b>	<b>259,0</b>	<b>614,4</b>	<b>208,0</b>	<b>610,0</b>

Au total ce sont deux cent cinquante-neuf (259) commandes qui ont été enregistrées parmi lesquelles deux cent-huit (208) ont été satisfaites. Les ordres d'un montant inférieur à 20 millions de dollars américains ont émané de deux cent cinquante-trois (253) investisseurs et ont totalisé 415,1 millions de dollars américains. Ils ont été attribués à deux cent-deux (202) investisseurs pour un montant de 410,7 millions de dollars américains. Les commandes comprises entre 20 millions et 50 millions de dollars américains ont été au nombre de cinq (5) correspondant à 132,7 millions de dollars américains. Ces dernières ont été allouées dans leur intégralité. Le dernier ordre d'un montant supérieur à 50 millions de dollars américains a également été servi en totalité pour 66,6 millions de dollars américains.

Les offres de souscription provenaient de dix (10) pays. Les investisseurs résidant aux Etats-Unis ont été les plus dynamiques avec une offre de 279,8 millions de dollars américains, soit 45,5% des soumissions. Ils ont été satisfaits à hauteur de 99,1%. Les participants du Royaume-Uni arrivent en seconde position avec une demande globale d'un montant de 159,3 millions de dollars américains, soit 25,9% des offres de

souscription. Ces dernières ont été servies à hauteur de 99,4%. Les ordres provenant du reste de l'Europe ont totalisé 175,3 millions de dollars américains et ont été attribués à hauteur de 99,5%. Aucun ordre d'échange n'est parvenu du reste du monde.

**GRAPHIQUE N°11 : ALLOCATION GEOGRAPHIQUE DU CARNET D'ORDRES D'ECHANGE  
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMERICAINS)**



En définitive, le carnet d'ordres d'échange révèle une atomicité des offres concentrée sur les montants inférieurs à 20,0 millions de dollars américains, des intervenants très majoritairement installés aux Etats-Unis et au Royaume-Uni ainsi qu'un niveau de satisfaction élevé pour l'ensemble des participants.

## 2.2. L'offre publique d'achat

Les souscriptions à l'obligation Gabon 2024 ont pris la forme d'une offre d'achat cash du nouveau titre pour un montant de 1714,1 millions de dollars américains. Ces soumissions ont été satisfaites à hauteur de 890,0 millions de dollars américains, correspondant à un taux de satisfaction de 51,9%.

Un total de quatre vingt-onze (91) commandes a été enregistré et totalement satisfait. Les soumissions de taille inférieure à 20 millions de dollars américains au nombre de soixante-trois (63) se sont élevées à 435,2 millions de dollars américains et ont été servies pour un montant de 206,9 millions de dollars américains. Les ordres compris entre 20 millions et 50 millions de dollars américains étaient au nombre de dix-huit (18) équivalant à un montant de 543,3 millions de dollars américains. Ils ont été attribués à hauteur de 271,1 millions de dollars américains. Pour ce qui est des soumissions d'achat supérieures à 50 millions de dollars américains, elles ont totalisé 735,7 millions de dollars américains et ont été allouées pour un montant de 412,0 millions de dollars américains à dix (10) investisseurs.

Les ordres d'achat cash ont émané de seize (16) pays. Les soumissionnaires résidant aux Etats-Unis sont légèrement dominants avec une demande totalisant 767,5 millions de dollars américains, soit 44,8% des ordres d'achat. Ces derniers ont été servis pour 51,2%. Les investisseurs résidant au Royaume-Uni avec une demande globale d'un montant de 604,6 millions de dollars américains, soit 35,3% des offres de souscription

occupent le second rang. Leur demande a été satisfaite à hauteur de 60,2%. Quant aux ordres en provenance du reste de l'Europe, ils se sont chiffrés à 213,5 millions de dollars américains et ont été alloués à hauteur de 44,4%. Enfin, les soumissions d'achat cash issues des investisseurs du reste du monde se sont élevées à 128,5 millions de dollars américains dont 20,0 millions de dollars américains provenant d'Afrique. Celles-ci ont été attribuées pour 38,7 millions de dollars américains, soit un taux de satisfaction de 30,1%.

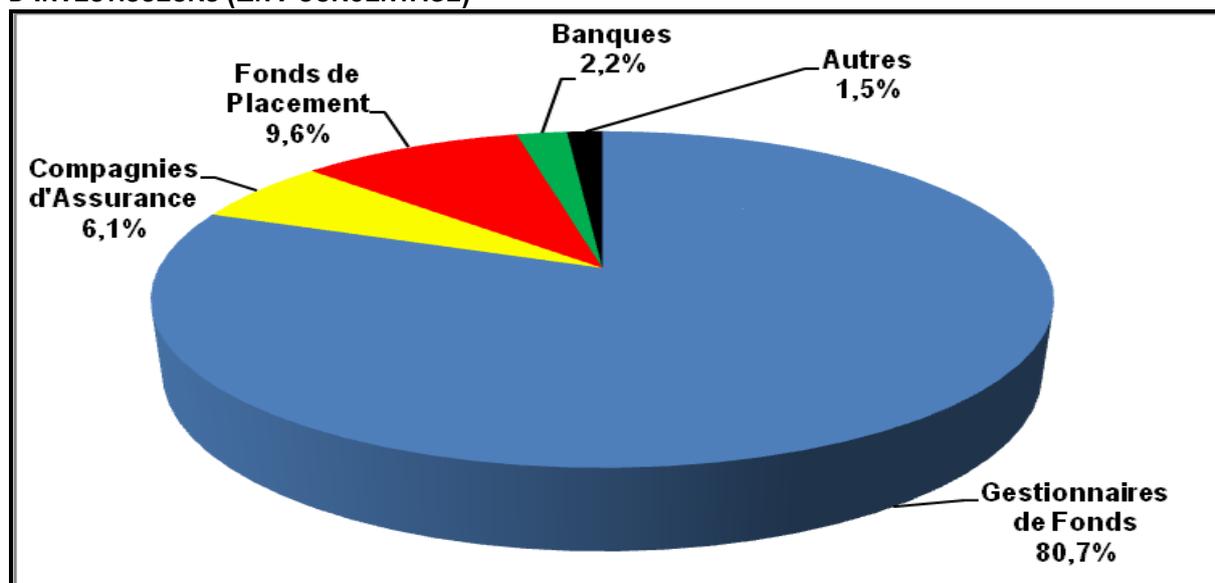
**TABLEAU N°17 : REPARTITION PAR PAYS DES OFFRES D'ACHAT**

En Millions de \$US, sauf indication contraire

	Montant Demandé	Montant Alloué	Taux de Satisfaction En Pourcentage
Etats-Unis	767,5	392,7	51,2
Autre Amérique	10,0	0,5	5,0
Royaume-Uni	604,6	363,9	60,2
Autre Europe	213,5	94,8	44,4
Afrique	20,0	12,0	60,0
Asie	87,5	23,2	26,5
Moyen Orient	11,0	3,0	27,3
<b>Total</b>	<b>1714,1</b>	<b>890,0</b>	<b>51,9</b>

Le carnet d'ordres d'achat cash a été alimenté par des gestionnaires de fonds, des compagnies d'assurance, des fonds de placement, des fonds souverains, des fonds de pension et des banques. Les gestionnaires de fonds ont soumissionné à hauteur de 1229,0 millions de dollars américains pour une allocation de 718,3 millions de dollars américains. Les demandes des compagnies d'assurance se sont chiffrés à 110,0 millions de dollars américains et ont été satisfaites à hauteur de 49,1%. Les fonds de placement ont présenté une offre d'achat cash d'un montant de 270,0 millions de dollars américains et se sont vus attribuer 85,0 millions de dollars américains. Pour ce qui est des fonds souverains, ils ont présenté une demande d'un montant de 21,0 millions de dollars américains et ont été servis à hauteur de 61,9%. Les fonds de pension ont été servis en totalité pour une demande de 0,5 million de dollars américains. Enfin, les banques ont passé des ordres pour un montant de 83,6 millions de dollars américains, lesquels ont été alloués à hauteur de 19,3 millions de dollars américains.

**GRAPHIQUE N°12 : REPARTITION DES ALLOCATIONS DE L'OBLIGATION GABON 2024 PAR TYPE D'INVESTISSEURS (EN POURCENTAGE)**



En définitive, 60,0% des participants au road show ont pris une part effective à la soumission. Ces derniers ont fait part de leur satisfaction de voir à nouveau le Gabon sur les marchés financiers et ont émis le souhait d'une présence plus régulière de ce dernier. Les soumissions de ces participants ainsi que les montants qui leur ont été alloués représentent plus de 80,0% du carnet d'ordres. Cette situation révèle que l'élargissement de la campagne de communication à d'autres zones géographiques contribuerait à accroître le montant des soumissions et par conséquent, à améliorer les conditions d'emprunt.

Au demeurant, cette émission obligataire a su mobiliser une diversité de participants aussi bien sur le plan géographique que sur le plan de la qualité des investisseurs.

Par ailleurs, en dépit de la valeur relativement élevée du titre, le montant levé est significatif sur le marché des émetteurs émergents. En effet, c'est la plus grosse levée de fonds jamais réalisée par un pays d'Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud) sur les marchés financiers internationaux. Le niveau du coupon obtenu est d'autant plus satisfaisant qu'il se situe à un niveau inférieur à la moyenne constatée sur les instruments à dix (10) ans des émetteurs émergents.

Le succès de cette opération s'illustre également par les analyses positives parues dans différents médias spécialisés. Ainsi, l'opération a été relayée et saluée par Bloomberg, Reuters, le Wall Street Journal, le Bond Radar, l'International Financing Review, et par Euroweek.

## ANNEXES

TABLEAU N°18 : DECAISSEMENTS SUR PRET-PROJETS EN 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	Montant
Aménagement Route Nationale 1 (RN1)	35,5
Route Akiéni-Okondja	1,8
Route Ndjolé- Medoumane	6,6
Route POG-OMBOUE-BOOUE	63,5
Reconstruction du Pont d'Oloumi	0,5
Programme Routier Phase 1	16,4
Projet Grand Poubara	0,4
Centrale Alénakiri	2,8
Hôpital Universitaire d'Owendo	12,2
Hôpital Universitaire Mère et Enfant	26,5
Plan de Développement Sanitaire	1,1
Centre Pénitencier de Libreville	5,1
Assainissement Libreville	8,9
Assainissement Port-Gentil	0,3
Projet de Développement Agricole	1,0
Réhabilitation Stade OBO	3,6
Projet de Développement Agricole Rural	0,4
Projet d'Appui Secteur Pêche	1,4
Aménagement des Aéroports	0,6
Projet Aéroports 2005	0,1
Projet Dorsal de Communication	0,7
Réseau Transport Energie Electrique	26,5
Complexe Multisports OBO	4,4
Centre Hospitalier Universitaire de Libreville Phase 2	27,7
Réseau Administration Gabonaise	4,8
Matériel de Communication	11,5
Réseau Electrique Interconnecté Woleu Ntem	4,2
Restructuration Réseau Eau Libreville	1,2
<b>Total Décaissements sur Prêts Projets</b>	<b>269,7</b>

TABLEAU N°19 : DECAISSEMENTS SUR PRET-PROJETS EN 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	Montants
Infrastructures	254,3
Autres	15,4
<b>Total Décaissements sur Prêt-Projets</b>	<b>269,7</b>

TABLEAU N°20 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTES DE 2008 A 2013

En Milliards de Francs CFA

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Dettes Extérieures</b>	<b>967,7</b>	<b>221,0</b>	<b>254,0</b>	<b>209,3</b>	<b>259,1</b>	<b>614,5</b>
<i>Principal</i>	885,5	156,7	184,7	143,4	186,8	484,2
<i>Intérêts</i>	82,2	64,3	69,3	65,9	72,3	130,3
Dettes Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
<i>Principal</i>	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	795,6	45,7	28,6	29,7	28,0	9,1
<i>Principal</i>	774,4	36,7	23,4	25,4	25,1	7,4
<i>Intérêts</i>	21,2	9,0	5,2	4,3	3,0	1,8
Club de Paris 5 (CP5)	14,8	14,9	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	13,1	13,9	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	1,7	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 6 (CP6)	8,6	7,3	6,4	6,3	3,7	0,0
<i>Principal</i>	6,9	5,9	5,6	5,7	3,3	0,0
<i>Intérêts</i>	1,7	1,4	0,8	0,7	0,4	0,0
Club de Paris 7 (CP7)	7,7	8,4	9,6	10,9	12,7	0,0
<i>Principal</i>	5,4	6,3	8,3	9,9	12,2	0,0
<i>Intérêts</i>	2,3	2,1	1,3	0,9	0,4	0,0
Club de Paris 8 (CP8)	764,5	15,1	12,5	12,5	11,7	9,1
<i>Principal</i>	749,0	10,6	9,5	9,8	9,5	7,4
<i>Intérêts</i>	15,5	4,5	3,0	2,7	2,2	1,8
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	45,7	39,0	58,6	59,8	90,5	103,2
<i>Principal</i>	35,3	29,5	42,8	45,8	71,6	86,2
<i>Intérêts</i>	10,4	9,5	15,9	14,0	18,8	17,1
Dettes Divers (Divers)	41,9	24,2	72,7	36,6	59,9	41,2
<i>Principal</i>	41,5	24,2	72,7	36,4	59,7	38,4
<i>Intérêts</i>	0,4	0,0	0,0	0,2	0,2	2,9
Dettes Autres Bilatérales	10,8	18,8	9,6	10,2	12,0	16,7
<i>Principal</i>	7,9	16,8	5,8	5,0	6,3	7,3
<i>Intérêts</i>	3,0	2,0	3,8	5,2	5,7	9,4
Dettes Multilatérales	33,5	39,1	35,3	36,1	31,3	31,6
<i>Principal</i>	26,1	29,8	27,7	28,6	23,9	26,2
<i>Intérêts</i>	7,5	9,3	7,6	7,5	7,5	5,4
Emprunt Obligatoire USD	39,8	54,0	48,9	36,5	37,2	412,4
<i>Principal</i>	0,1	19,5	12,1	2,0	0,0	318,7
<i>Intérêts</i>	39,7	34,5	36,8	34,6	37,2	93,7
<b>Dettes Intérieures</b>	<b>103,0</b>	<b>204,7</b>	<b>251,6</b>	<b>56,0</b>	<b>79,5</b>	<b>43,0</b>
<i>Principal</i>	97,7	199,0	247,0	53,7	78,0	42,0
<i>Intérêts</i>	5,3	5,7	4,7	2,3	1,5	1,1
Bancaire	19,3	65,6	70,7	9,6	30,7	7,8
<i>Principal</i>	17,9	63,7	68,2	9,6	30,7	7,8
<i>Intérêts</i>	1,4	1,9	2,5	0,0	0,0	0,0
Divers	56,4	36,8	38,9	27,2	9,9	5,8
<i>Principal</i>	56,2	36,8	38,9	27,2	9,9	5,8
<i>Intérêts</i>	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	13,4	85,0	126,4	3,3	23,8	15,1
<i>Principal</i>	13,2	85,0	126,4	3,3	23,8	14,8
<i>Intérêts</i>	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Emprunt Obligatoire XAF	14,0	17,4	15,7	15,9	15,1	14,3
<i>Principal</i>	10,4	13,6	13,6	13,6	13,6	13,6
<i>Intérêts</i>	3,6	3,8	2,1	2,3	1,5	0,8
<b>Total Service de la Dette Publique</b>	<b>1 070,7</b>	<b>425,7</b>	<b>505,6</b>	<b>265,3</b>	<b>338,6</b>	<b>657,5</b>
<i>Principal</i>	983,2	355,7	431,7	197,2	264,8	526,1
<i>Intérêts</i>	87,6	70,0	74,0	68,1	73,8	131,4

TABLEAU N°21 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTES DE 2008 A 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dettes Extérieures	967,9	221,2	254,0	209,3	259,1	614,5
<i>Principale</i>	885,6	156,8	184,7	143,4	186,8	484,2
<i>Intérêts</i>	82,3	64,4	69,3	65,9	72,3	130,3
Dettes Bilatérales	811,3	59,4	42,1	46,3	46,4	28,6
<i>Principale</i>	786,8	47,3	32,8	36,4	36,9	17,2
<i>Intérêts</i>	24,5	12,1	9,3	9,9	9,5	11,4
<i>dont Club de Paris</i>	96,3	45,7	28,6	29,7	28,0	9,1
<i>Principale</i>	75,0	36,7	23,4	25,4	25,1	7,4
<i>Intérêts</i>	21,2	9,0	5,2	4,3	3,0	1,8
Dettes Multilatérales	33,5	39,1	35,3	36,1	31,3	31,6
<i>Principale</i>	26,1	29,8	27,7	28,6	23,9	26,2
<i>Intérêts</i>	7,5	9,3	7,6	7,5	7,5	5,4
Dettes Commerciales	83,3	68,7	127,7	90,4	144,2	141,9
<i>Principale</i>	72,7	60,2	112,2	76,5	126,1	122,1
<i>Intérêts</i>	10,6	8,5	15,5	13,9	18,2	19,7
Marché Financier International	39,7	54,0	48,9	36,5	37,2	412,4
<i>Principale</i>	0,0	19,5	12,1	1,9	0,0	318,7
<i>Intérêts</i>	39,7	34,5	36,8	34,6	37,2	93,7
Dettes Intérieures	103,0	204,7	251,6	56,0	79,5	43,0
<i>Principale</i>	97,7	199,0	247,0	53,7	78,0	42,0
<i>Intérêts</i>	5,3	5,7	4,6	2,3	1,5	1,1
Bancaire	19,3	65,6	70,7	9,6	30,7	7,8
<i>Principale</i>	17,9	63,7	68,2	9,6	30,7	7,8
<i>Intérêts</i>	1,4	1,9	2,5	0,0	0,0	0,0
Divers	56,4	36,8	38,9	27,2	9,9	5,8
<i>Principale</i>	56,2	36,8	38,9	27,2	9,9	5,8
<i>Intérêts</i>	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	13,4	85,0	126,4	3,3	23,8	15,1
<i>Principale</i>	13,2	85,0	126,4	3,3	23,8	14,8
<i>Intérêts</i>	0,2		0,0	0,0	0,0	0,3
Marché Financier Régional	14,0	17,4	15,7	15,9	15,1	14,3
<i>Principale</i>	10,4	13,6	13,6	13,6	13,6	13,6
<i>Intérêts</i>	3,6	3,8	2,1	2,3	1,5	0,8
Total Service de la Dette Publique	1 071,0	425,9	505,6	265,3	338,6	657,5
<i>Principale</i>	983,3	355,8	431,7	197,1	264,8	526,1
<i>Intérêts</i>	87,7	70,1	73,9	68,2	73,8	131,4

TABLEAU N°22 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊTS EN 2013

*En Milliards de F.CFA*

	Principal	Intérêts	Total
France	21,9	3,9	25,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	6,6	0,9	7,4
<i>Prêts commerciaux</i>	15,4	3,0	18,4
Allemagne	16,3	3,4	19,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	4,3	1,4	5,7
<i>Prêts commerciaux</i>	12,0	2,0	14,0
Etats-Unis	9,6	0,5	10,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,0	0,1	1,1
<i>Prêts commerciaux</i>	8,6	0,4	9,0
Grande Bretagne	19,9	0,1	20,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	19,9	0,1	20,0
Chine	4,1	9,0	13,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	2,7	8,8	11,5
<i>Prêts commerciaux</i>	1,4	0,2	1,6
Espagne	25,4	3,5	28,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	25,4	3,5	28,9
Belgique	19,7	4,1	23,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,2	0,0	0,2
<i>Prêts commerciaux</i>	19,5	4,1	23,5
Suisse	9,6	2,8	12,4
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	9,6	2,8	12,4
Canada	0,5	0,0	0,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,5	0,0	0,6
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Japon	0,4	0,0	0,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,4	0,0	0,5
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Autriche	2,0	2,0	4,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	2,0	2,0	4,0
Pays-Bas	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Israël	6,7	1,4	8,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	6,7	1,4	8,0
Corée du Sud	1,7	0,3	2,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	1,7	0,3	2,0
Inde	0,9	0,0	0,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,9	0,0	0,9
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Koweït	0,6	0,2	0,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,6	0,2	0,7
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Emprunt Obligataire USD	318,7	93,7	412,4
Organismes multilatéraux	26,2	5,4	31,6
<b>Total Service de la Dette Extérieure</b>	<b>484,2</b>	<b>130,3</b>	<b>614,5</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	17,2	11,4	28,6
<i>Prêts commerciaux</i>	122,1	19,7	141,9
<i>Emprunt Obligataire USD</i>	318,7	93,7	412,4
<i>Organismes multilatéraux</i>	26,2	5,4	31,6

TABLEAU N°23 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2013

*En Millions de Devises*

	Principal	Intérêts	Total
EUR	201,4	35,2	236,6
USD	689,5	210,3	899,8
JPY	294,8	13,8	308,6
IDI	3,2	2,4	5,6
CNY	29,1	20,0	49,1
DTS	0,1	0,0	0,1
KWD	0,3	0,1	0,3
CHF	0,1	0,0	0,1
XAF	51 986,6	1 210,5	53 197,2

TABLEAU N°24 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	Principal	Intérêts	Total
EUR	131,8	23,4	155,2
USD	335,1	103,1	438,2
JPY	1,6	0,1	1,7
IDI	2,4	1,8	4,2
CNY	2,5	1,6	4,1
DTS	0,1	0,0	0,1
KWD	0,6	0,2	0,7
CHF	0,0	0,0	0,0
XAF	52,0	1,2	53,2
Total Service de la Dette Publique	526,1	131,4	657,5

TABLEAU N°25 : SERVICE PAR MONNAIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2013

*En Millions de Devises*

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
EUR	Principal	215,4	184,0	152,8	133,1	92,4	82,6
	Intérêts	23,1	18,9	14,8	10,9	7,8	5,8
	Total	238,4	203,0	167,7	144,0	100,2	88,4
USD	Principal	29,7	45,3	38,9	257,1	39,0	37,6
	Intérêts	126,9	126,5	125,5	124,6	105,9	105,0
	Total	156,6	171,8	164,4	381,7	144,9	142,7
IDI	Principal	8,6	8,2	6,5	6,5	6,5	6,4
	Intérêts	2,4	2,0	1,6	1,4	1,1	0,8
	Total	11,0	10,2	8,2	7,9	7,6	7,3
JPY	Principal	124,7	124,7	124,7	124,7	124,7	62,4
	Intérêts	3,4	2,8	2,2	1,6	0,9	0,3
	Total	128,2	127,6	126,9	126,3	125,7	62,7
CHF	Principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CNY	Principal	72,0	118,1	140,9	121,3	116,3	111,8
	Intérêts	24,6	24,6	23,3	21,5	19,7	17,9
	Total	96,6	142,7	164,2	142,8	136,0	129,8
SDR	Principal	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
KWD	Principal	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
XAF	Principal	135 028,7	50 547,6	36 792,5	7 292,5	7 292,5	392,2
	Intérêts	1 953,9	1 650,2	1 346,5	170,6	142,2	113,7
	Total	136 982,6	52 197,8	38 139,1	7 463,1	7 434,7	505,9

TABLEAU N°26 : SERVICE PAR MONNAIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2013

*En Milliards de F.CFA*

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
EUR	Principal	141,3	120,7	100,2	87,3	60,6	54,2
	Intérêts	15,1	12,4	9,7	7,1	5,1	3,8
	Total	156,4	133,1	110,0	94,5	65,7	58,0
USD	Principal	14,2	21,6	18,6	122,5	18,6	17,9
	Intérêts	60,5	60,3	59,8	59,4	50,5	50,1
	Total	74,6	81,8	78,4	181,9	69,0	68,0
IDI	Principal	6,3	6,0	4,8	4,8	4,8	4,7
	Intérêts	1,7	1,5	1,2	1,0	0,8	0,6
	Total	8,0	7,5	6,0	5,8	5,6	5,3
JPY	Principal	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3
CHF	Principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CNY	Principal	5,6	9,2	11,0	9,5	9,1	8,7
	Intérêts	1,9	1,9	1,8	1,7	1,5	1,4
	Total	7,5	11,1	12,8	11,1	10,6	10,1
SDR	Principal	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
KWD	Principal	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	Intérêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
	Total	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
XAF	Principal	135,0	50,5	36,8	7,3	7,3	0,4
	Intérêts	2,0	1,7	1,3	0,2	0,1	0,1
	Total	137,0	52,2	38,1	7,5	7,4	0,5
Total	Principal	303,2	208,9	172,1	232,1	101,1	86,5
	Intérêts	81,3	77,8	74,0	69,4	58,1	56,0
	Total	384,4	286,7	246,1	301,6	159,2	142,5

TABLEAU N°27 : SERVICE PAR CATEGORIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2013  
*En Milliards de Francs CFA*

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dettes Extérieures	Principal	169,4	158,7	135,7	225,2	94,2	86,5
	Intérêts	79,6	76,4	72,8	69,4	58,1	56,0
	Total	248,9	235,1	208,6	294,7	152,3	142,5
Dettes Bilatérales	Principal	23,2	37,8	39,3	38,0	37,7	33,1
	Intérêts	9,9	9,5	8,7	7,8	7,0	6,1
	Total	33,1	47,2	47,9	45,8	44,7	39,2
Dettes Multilatérales	Principal	27,7	26,1	23,9	23,7	22,1	21,8
	Intérêts	3,5	3,1	2,7	2,3	2,0	1,6
	Total	31,1	29,2	26,5	26,0	24,1	23,4
Dettes Commerciales	Principal	118,5	94,9	72,6	59,7	34,4	31,5
	Intérêts	12,1	9,7	7,4	5,2	3,6	2,7
	Total	130,7	104,6	80,0	64,9	38,0	34,3
Marché Financier International	Principal	0,0	0,0	0,0	103,9	0,0	0,0
	Intérêts	54,1	54,1	54,1	54,1	45,6	45,6
	Total	54,1	54,1	54,1	158,0	45,6	45,6
Dettes Intérieures	Principal	133,8	50,2	36,4	6,9	6,9	0,0
	Intérêts	1,7	1,4	1,1	0,0	0,0	0,0
	Total	135,5	51,6	37,5	6,9	6,9	0,0
<i>Total Service sur Encours</i>	<i>Principal</i>	<i>303,2</i>	<i>208,9</i>	<i>172,1</i>	<i>232,1</i>	<i>101,1</i>	<i>86,5</i>
	<i>Intérêts</i>	<i>81,3</i>	<i>77,8</i>	<i>74,0</i>	<i>69,4</i>	<i>58,1</i>	<i>56,0</i>
	<i>Total</i>	<i>384,4</i>	<i>286,7</i>	<i>246,1</i>	<i>301,6</i>	<i>159,2</i>	<i>142,5</i>

TABLEAU N°28 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2008 A 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Dettes Extérieures</b>	<b>1 033,0</b>	<b>1 112,2</b>	<b>1 201,8</b>	<b>1 394,3</b>	<b>1 427,1</b>	<b>2 039,0</b>
Dettes Bilatérales	273,3	265,0	306,8	337,3	349,0	461,8
dont Club de Paris	165,6	126,6	107,0	82,4	57,7	47,4
Dettes Multilatérales	157,9	188,6	189,2	222,6	242,0	262,1
Dettes Commerciales	161,7	246,2	270,9	390,4	402,0	496,4
Marché Financier International	440,1	412,4	434,9	444,0	434,1	818,7
<b>Dettes Intérieures</b>	<b>147,6</b>	<b>256,0</b>	<b>89,4</b>	<b>56,6</b>	<b>57,0</b>	<b>244,2</b>
Dettes Bancaires	0,3	77,2	10,8	1,6	5,0	76,4
Dettes Diverses	66,0	77,4	33,7	27,3	16,0	14,5
Dettes Moratoires	13,5	47,0	4,2	0,5	22,4	83,8
Marché Financier Régional	67,9	54,4	40,8	27,2	13,6	69,5
<b>Total Dettes Publiques</b>	<b>1 180,6</b>	<b>1 368,3</b>	<b>1 291,2</b>	<b>1 450,9</b>	<b>1 484,1</b>	<b>2 283,2</b>

TABLEAU N°29: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE PRÊTS DE 2008 A 2013

*En Milliards de Francs CFA*

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Dettes Extérieures</b>	<b>1 033,0</b>	<b>1 112,1</b>	<b>1 201,8</b>	<b>1 394,3</b>	<b>1 427,3</b>	<b>2 039,0</b>
Dettes Non Précédemment Rééchelonnées (NPRD)	1,3	0,9	0,7	0,5	0,5	0,2
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	165,6	126,5	107,0	82,4	57,7	47,4
Club de Paris 5 (CP5)	13,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 6 (CP6)	20,5	14,2	9,5	3,4	0,0	0,0
Club de Paris 7 (CP7)	36,4	29,6	22,1	12,8	0,0	0,0
Club de Paris 8 (CP8)	95,5	82,8	75,4	66,2	57,7	47,4
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	187,0	200,9	301,2	422,0	444,6	507,7
Dettes Diverses (Divers)	10,9	16,5	5,7	22,2	17,8	67,0
Dettes Autres Bilatérales	70,3	166,2	163,1	200,6	230,7	336,0
Dettes Multilatérales	157,9	188,6	189,2	222,6	242,0	262,1
Marché Financier International	440,1	412,4	434,9	444,0	434,1	818,7
<b>Dettes Intérieures</b>	<b>147,6</b>	<b>256,0</b>	<b>89,4</b>	<b>56,6</b>	<b>57,0</b>	<b>244,2</b>
Dettes Bancaires	0,3	77,2	10,8	1,6	5,0	76,4
Dettes Diverses	66,0	77,4	33,7	27,3	38,2	14,5
Dettes Moratoires	13,5	47,0	4,2	0,5	0,2	83,8
Marché Financier Régional	67,9	54,4	40,8	27,2	13,6	69,5
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>1 180,6</b>	<b>1 368,1</b>	<b>1 291,2</b>	<b>1 450,9</b>	<b>1 484,1</b>	<b>2 283,2</b>

TABLEAU N°30 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊTS DE 2008 A 2013

En Milliards de Francs CFA

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
France	74,7	70,3	103,5	144,3	168,1	207,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	74,7	65,8	67,1	68,2	75,2	87,5
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	4,5	36,4	76,1	93,0	119,8
Allemagne	112,0	90,3	77,9	61,8	42,4	36,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	96,7	75,8	62,4	47,2	33,8	27,8
<i>Prêts commerciaux</i>	15,2	14,4	15,5	14,5	8,6	8,2
Etats-Unis	19,1	14,1	12,8	10,3	22,4	18,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	19,1	14,1	11,8	10,3	5,8	5,3
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	1,0	0,0	16,6	13,3
Grande Bretagne	6,5	10,6	5,7	4,1	2,7	52,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	2,7	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	6,5	10,6	5,7	4,1	0,0	52,8
Chine	62,6	95,1	155,4	193,0	224,3	331,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	53,1	87,1	148,1	193,0	220,0	328,8
<i>Prêts commerciaux</i>	9,6	8,1	7,3	0,0	4,4	2,8
Espagne	77,0	79,2	86,3	126,0	117,5	123,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	2,0	0,6	4,0	0,3	0,2	0,2
<i>Prêts commerciaux</i>	75,1	78,6	82,3	125,7	117,3	122,9
Belgique	15,8	34,1	74,8	93,2	78,3	58,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	2,5	2,0	1,6	1,2	0,9	0,7
<i>Prêts commerciaux</i>	13,4	32,1	73,2	92,0	77,5	58,0
Canada	13,5	10,7	9,9	8,3	6,4	5,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	13,5	10,7	6,3	8,3	6,4	5,6
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	0,0
Pays-Bas	15,3	13,2	7,9	2,6	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	15,3	13,2	7,9	2,6	0,0	0,0
Autriche	20,2	9,1	0,0	1,8	16,5	68,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	20,2	9,1	0,0	1,8	16,5	68,6
Japon	10,5	7,5	0,0	6,7	4,4	3,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	10,5	7,5	0,0	6,7	4,4	3,1
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	12,1	0,0	18,1	9,1	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	12,1	0,0	18,1	9,1	0,0
Israël	0,0	0,0	24,0	49,8	52,5	48,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	24,0	49,8	52,5	48,5
Koweït	1,2	1,4	0,0	1,9	1,7	1,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,2	1,4	0,0	1,9	1,7	1,7
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Corée du Sud	6,5	5,2	0,0	3,5	2,4	1,4
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	6,5	5,2	0,0	3,5	0,0	1,4
Inde	0,0	2,0	0,0	2,2	2,2	1,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	1,2
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	2,0	0,0	2,2	0,0	0,0
Autres Pays	0,0	56,3	19,5	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	56,3	9,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	10,5	0,0	0,0	0,0
Marché Financier International	440,1	412,4	434,9	444,0	434,1	818,7
Organismes multilatéraux	157,9	188,6	189,2	222,6	242,0	262,1
<b>Total Dette Extérieure</b>	<b>1 033,0</b>	<b>1 112,2</b>	<b>1 201,8</b>	<b>1 394,3</b>	<b>1 427,1</b>	<b>2 039,0</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	273,3	321,2	310,3	337,3	355,7	461,8
<i>Prêts commerciaux</i>	161,7	189,9	267,4	390,3	395,3	496,4
<i>Marché Financier International</i>	440,1	412,4	434,9	444,0	434,1	818,7
<i>Organismes multilatéraux</i>	157,9	188,6	189,2	222,6	242,0	262,1

TABLEAU N°31 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2013  
*En Milliards de Francs CFA*

	Montant
Fixe	1 711,9
Variable	571,3
<i>Euribor-3 mois</i>	70,0
<i>Euribor-6 mois</i>	408,7
<i>Libor - 3 mois</i>	9,7
<i>Libor - 6 mois</i>	63,8
<i>TEC 10</i>	7,2
<i>Autres</i>	11,9
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>2 283,2</b>

TABLEAU N°32 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2013  
*En Milliards de Francs CFA*

	Montant
0%	298,7
0,0 à 3%	845,0
3,0 à 6 %	317,3
6,0 à 10 %	822,2
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>2 283,2</b>

TABLEAU N°33 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2013  
*En Milliards de Francs CFA*

	Montant
0 à 2ans	160,2
2,0 à 5 ans	474,2
5,0 à 10 ans	369,5
10,0 à 20 ans	1 210,3
Plus de 20 ans	68,9
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>2 283,2</b>

TABLEAU N°34 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEUR A FIN 2013  
*En Milliards de Francs CFA*

	Montant
Route	376,7
Santé	179,4
Eau	16,3
Electricité	283,8
Agriculture, Pêche et Elevage	13,5
Education et Formation Professionnelle	9,1
Communication et Télécommunication	19,1
Economie et Finances	1 181,5
Ports et Aéroports	8,5
Transport	5,7
Habitat et Logement	1,2
Sports	53,3
Défense et Sécurité	87,3
Foret et Environnement	5,4
Mines	6,0
Bâtiments et Travaux Publics	36,5
<b>Total Encours</b>	<b>2 283,2</b>

TABLEAU N° 35 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2013  
*En Milliards de Francs CFA*

	Montant
Emissions Obligataires	888,2
Rééchelonnements	47,4
Reprises de Dettes	108,0
Projets	1 239,7
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>2 283,2</b>

## **LISTE DES TABLEAUX**

**TABLEAU N°1 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE  
2008 A 2012**

**TABLEAU N°2 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS DE  
2008 A 2012**

**TABLEAU N°3 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2013**

**TABLEAU N°4 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET  
INTERIEURS EN 2013**

**TABLEAU N°5 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN  
2013**

**TABLEAU N°6 : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS EN 2013**

**TABLEAU N°7 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2013**

**TABLEAU N°8 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES EN  
2013**

**TABLEAU N°9 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN  
2013**

**TABLEAU N°10: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES A  
FIN 2013**

**TABLEAU N°11 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES A  
FIN 2013**

**TABLEAU N°12 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAUX DE  
TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2013**

**TABLEAU N°13 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE  
RESTANTE A FIN 2013**

**TABLEAU N°14 : CARACTERISTIQUES DE L'EUROBOND EMIS EN 2013**

**TABLEAU N°15 : REPARTITION PAR TRANCHE DU MONTANT ET DU  
NOMBRE D'ORDRES**

**TABLEAU N°16 : REPARTITION PAR TRANCHE DE L'OFFRE D'ECHANGE**

**TABLEAU N°17 : REPARTITION PAR PAYS DES OFFRES D'ACHAT**

**TABLEAU N°18 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2013**

**TABLEAU N°19 : DECAISSEMENTS SUR PRET-PROJETS EN 2013**

**TABLEAU N°20 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE  
DETTES DE 2008 A 2013**

**TABLEAU N°21 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE  
DETTES DE 2008 A 2013**

**TABLEAU N°22 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR  
PAYS ET TYPE DE PRÊTS EN 2013**

- TABLEAU N°23** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2013 (EN MILLIONS DE DEVISES)
- TABLEAU N°24** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2013 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)
- TABLEAU N°25** : SERVICE PAR MONNAIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2013 (EN MILLIONS DE DEVISES)
- TABLEAU N°26** : SERVICE PAR MONNAIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2013 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)
- TABLEAU N°27** : SERVICE PAR CATEGORIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2013
- TABLEAU N°28** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2008 A 2013
- TABLEAU N°29** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE PRÊTS DE 2008 A 2013
- TABLEAU N°30** : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊTS DE 2008 A 2013
- TABLEAU N°31** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2013
- TABLEAU N°32** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2013
- TABLEAU N°33** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2013
- TABLEAU N°34** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEUR A FIN 2013
- TABLEAU N° 35** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2013

## **LISTE DES GRAPHIQUES**

**GRAPHIQUE N°1 : REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS  
EXTERIEURS SIGNES DE 2008 A 2012**

**GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2008 A 2012**

**GRAPHIQUE N°3 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2008 A 2012**

**GRAPHIQUE N°4 : DECAISSEMENTS SUR PRET-PROJETS PAR SECTEURS  
EN 2013**

**GRAPHIQUE N°5 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET  
COMMERCIALE PAR PAYS EN 2013**

**GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR  
AFFECTATIONS A FIN 2013**

**GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2013**

**GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURES DE  
TAUX D'INTERET EN 2013**

**GRAPHIQUE N°9 : REPARTITION DES OFFRES ET ALLOCATIONS DE  
L'OBLIGATION GABON 2024**

**GRAPHIQUE N°10 : REPARTITION DES PARTICIPANTS AU ROAD SHOW  
PAR PAYS**

**GRAPHIQUE N°11 : ALLOCATION GEOGRAPHIQUE DU CARNET  
D'ORDRES D'ECHANGE**

**GRAPHIQUE N°12 : REPARTITION DES ALLOCATIONS DE L'OBLIGATION  
GABON 2024 PAR TYPE D'INVESTISSEURS**

# TABLE DES MATIERES

AVANT - PROPOS.....	2
AVERTISSEMENT.....	3
SOMMAIRE.....	6
INTRODUCTION.....	7
1. BILAN DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2008 A 2012.....	9
1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs de 2008 à 2012.....	9
1.1.1. Montant des nouveaux emprunts de 2008 à 2012.....	9
1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2008 à 2012.....	10
1.1.3. Termes des nouveaux emprunts de 2008 à 2012.....	11
1.2. Evolution des décaissements sur financements extérieurs de 2008 à 2012.....	12
1.2.1. Les décaissements sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux de 2008 à 2012.....	12
1.2.2. Les décaissements sur les emprunts commerciaux de 2008 à 2012.....	13
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2008 à 2012.....	14
1.3.1. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2008 à 2012.....	14
1.3.2. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2008 à 2012.....	15
1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2008 à 2012.....	16
1.4.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2008 à 2012.....	16
1.4.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2008 à 2012.....	17
1.4.3. Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2008 à 2012.....	18
1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2008 à 2012.....	19
1.5.1. Evolution du taux d'endettement public de 2008 à 2012.....	19
1.5.2. Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2008 à 2012.....	19
2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2013.....	21
2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2013.....	21
2.1.1. Nouveaux engagements en 2013.....	22
2.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2013.....	22
2.1.1.2. Répartition des nouveaux engagements en 2013.....	22
2.1.1.2.1. Répartition des nouveaux engagements extérieurs.....	22
2.1.1.2.2. Répartition des nouveaux engagements intérieurs.....	23
2.1.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2013.....	24
2.1.2.1. Montant des décaissements en 2013.....	24
2.1.2.2. Affectation des décaissements en 2013.....	25
2.2. Conditions d'emprunt en 2013.....	27
2.2.1. Nouveaux engagements en devises en 2013.....	27
2.2.1.1. Nouveaux engagements en devises en 2013.....	27
2.2.1.2. Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2013.....	28
2.2.1.3. Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2013.....	29
2.2.1.4. Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2013.....	30
2.2.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2013.....	30
2.2.2.1. Décaissements en devises en 2013.....	30
2.2.2.2. Maturité moyenne et différé moyen des décaissements sur FINEX et FININ en 2013.....	31
2.2.2.3. Taux d'intérêt moyen des décaissements en 2013.....	32
2.3 Indicateurs d'endettement public en 2013.....	32
2.3.1. Taux d'endettement public en 2013.....	32
2.3.2. Pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2013.....	33
3 SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2013.....	34
3.1. Service de la dette publique extérieure en 2013.....	35

3.1.1.	Remboursement de la dette publique extérieure en 2013.....	35
3.1.2.	Paiement des charges de la dette publique extérieure en 2013.....	36
3.2.	Service de la dette publique intérieure en 2013.....	37
3.2.1.	Remboursement de la dette publique intérieure en 2013.....	38
3.2.2.	Paiement des charges de la dette publique intérieure en 2013.....	38
4	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2013.....	39
4.1	Encours de la dette publique par sources de dette à fin 2013 .....	39
4.1.1	Encours de la dette publique extérieure à fin 2013.....	40
4.1.2	Encours de la dette publique intérieure à fin 2013.....	41
4.2	Encours de la dette publique par affectations à fin 2013 .....	41
4.2.1	Encours de la dette publique par projets à fin 2013.....	42
4.2.2	Encours de la dette publique hors projets à fin 2013 .....	43
4.3	Encours de la dette publique par monnaies, maturités et taux d'intérêt à fin 2013. ....	44
4.3.1	Encours de la dette publique par monnaies à fin 2013.....	44
4.3.2	Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2013 .....	45
4.3.3	Encours de la dette publique par maturités à fin 2013 .....	47
	CONCLUSION .....	49
	ANALYSE THEMATIQUE : EMPRUNT OBLIGATAIRE DE LA REPUBLIQUE GABONAISE EN 2013 SUR LES MARCHES FINANCIERS INTERNATIONAUX « THE GABONESE REPUBLIC US\$ 1,500,000,000 6.375% AMORTIZING NOTES DUE 2024 ». ..	51
1.	Présentation de l'opération.....	52
1.1	Campagne de communication.....	53
1.2	Les résultats de l'émission.....	54
2.	Analyse du livre d'ordres.....	55
2.1.	L'opération d'échange.....	56
2.2.	L'offre publique d'achat.....	57
	ANNEXES .....	60
	LISTE DES TABLEAUX .....	72
	LISTE DES GRAPHIQUES .....	74
	TABLE DES MATIERES.....	75

**DIRECTION GENERALE DE LA DETTE**

Boulevard de l'indépendance

Rue Camp de Police (Face Prix Import)

B.P. 912 Libreville (République Gabonaise)

Tél : (241)05047332 Fax : (241)01766790

E-mail : [mecitdgd@gmail.com](mailto:mecitdgd@gmail.com)

Site web : [www.dette.ga](http://www.dette.ga)